SPARTACIST

NUMÉRO 48 ÉDITION EN FRANÇAIS MAI 2025

L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN SERRE LA VIS

spartacist.org/fr/48 2€ | 3$Cdn | 200 CFP | 40 DA | 2US$

Éditorial

L'Empire contre-attaque

Dans le dernier numéro de *Spartacist,* nous avertissions qu'un vent de réaction soufflait. Nous avions drôlement raison. Mais si tout le monde voit que Donald Trump bouleverse le monde, tout le monde ne comprend pas pourquoi, ni quelles conclusions il faut en tirer.

Ce numéro est le fruit du récent plénum du Comité exécutif international de la LCI. Le document principal adopté, « L'impérialisme américain serre la vis » (ci-contre), démystifie la confusion et l'hystérie qui règnent depuis l'élection de Trump, en évaluant les changements dans le monde, comment ils reflètent les besoins de l'impérialisme américain et comment orienter les révolutionnaires.

Les dirigeants des États-Unis sont à l'offensive pour conforter à tout prix leur hégémonie mondiale qui s'érode. Pour cela ils taillent en pièces l'ordre mondial libéral, saignent leur propre classe ouvrière, leurs alliés et le Sud global et préparent la guerre avec la Chine. L'impérialisme américain sera-t-il vaincu, ou bien pourra-t-il semer la dévastation chez les travailleurs et les opprimés ? Tout dépendra de l'orientation du mouvement ouvrier.

La classe ouvrière doit s'attacher la ceinture et mener des luttes défensives pour protéger son niveau de vie et limiter les pertes. La gauche doit absolument se tourner vers la classe ouvrière : il faut des dirigeants pouvant préparer les travailleurs à faire face et diriger leurs luttes vers la victoire (voir « Pour un travail syndical révolutionnaire », page 20). Dans ce cadre nous avons organisé lors de notre plénum un panel sur le travail modeste mais essentiel que nous menons dans les syndicats.

La classe ouvrière est aujourd'hui divisée par race, nationalité, genre, etc. La bourgeoisie attise ces divisions, encore renforcées par les traîtres à la tête des syndicats, de façon que le prolétariat s'entre-déchire au lieu de s'unir pour lutter contre leur ennemi commun : l'impérialisme américain. La gauche doit absolument combattre ces divisions en faisant le lien entre la lutte contre toutes ces oppressions spécifiques et celle de la classe ouvrière. Les personnes trans sont particulièrement visées par la réaction, et le mouvement est désorienté face à la trahison des libéraux. L'article « Libération

suite page 17

Sommaire

L'impérialisme américain serre la vis
page 3

La Chine face à Trump
page 22

Libération transgenre
page 29

Illustrations des pages de couverture : Joe Sol

Également dans ce numéro :

Crise du mouvement révolutionnaire 18
Syndicats 20
Lettre au PCC 26

édition en français

SPARTACIST

Publié par le Comité exécutif international de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

COMITÉ DE RÉDACTION : Herminio Sanchez (responsable), Julia Emery (coordination), Vincent David, Charles Galarneau, Blandine Hauser, G. Perrault, Sacramento Talavera

RÉALISATION : V. Piett

DIFFUSION : Miguel Acevedo (New York), K. Silver (Paris), Miriam McDonald (Montréal)

SPARTACIST PUBLISHING COMPANY, Box 1377 GPO, New York, NY 10116, USA • spartacist@spartacist.org

Les principaux articles de ce numéro sont traduits de Spartacist *édition en anglais nº 70, mai 2025, et de* Women & Revolution *nº 46, février 2025.*

Date de clôture : 10 mai 2025

numéro 48 **mai 2025**

L'impérialisme américain serre la vis

Le mémorandum ci-dessous, rédigé par Vincent David, a été adopté par le plénum du Comité exécutif international de la LCI en avril dernier.

Introduction

La réélection de Donald Trump à la présidence des États-Unis a déclenché un séisme politique, et les premiers mois de son mandat confirment que nous sommes entrés dans une ère de profonds bouleversements mondiaux. Pourtant, la rapidité des événements n'a d'égale que la confusion qui règne parmi les commentateurs politiques et la gauche. D'un côté, certains commencent à comprendre des choses qui leur échappaient jusqu'ici. Parmi les libéraux et les socialistes, il est désormais courant de parler de la crise et de l'échec du libéralisme. De l'autre côté, panique et hystérie sont monnaie courante. Beaucoup ont réagi au discours de J.D. Vance à la conférence de Munich sur la sécurité en déclarant que les États-Unis abandonnaient l'Europe ou que c'était « la fin de l'Occident ». Certains pensent que Trump capitule devant la Russie, ou qu'il est un fasciste qui s'acoquine avec des gens de son espèce. D'autres pensent qu'il est tout simplement cinglé. Et à l'autre bout du spectre il y a ceux qui imaginent Trump et Elon Musk comme des cerveaux politiques qui purgeront le *deep state* (« l'État profond ») et inaugureront un âge d'or pour le capitalisme américain.

Si l'on veut y comprendre quelque chose, il faut mettre de côté la frénésie libérale et regarder la tendance sous-jacente à ces événements. Les États-Unis ne sont pas sur le point d'abandonner l'Europe, où ils ont d'énormes intérêts économiques et plus de 100 000 soldats. Trump ne capitule pas non plus devant Poutine. Il ajuste simplement la politique des États-Unis à la réalité du champ de bataille en Ukraine, afin de rediriger l'attention des États-Unis ailleurs. Et, évidemment, ce n'est pas la fin de l'Occident. C'est l'Occident ***libéral*** qui est à l'agonie.

La tendance de fond qui définit les changements dans le monde est le déclin relatif des États-Unis. Depuis 80 ans, ils sont la puissance hégémonique du monde capitaliste – et de la planète entière depuis la chute de l'URSS. Mais la suprématie des États-Unis contenait aussi les germes de son propre déclin. Son industrie, autrefois toute-puissante, a été en grande partie délocalisée dans le Sud global. L'armée américaine s'est étendue au-delà de ses moyens. Et d'autres pays, la Chine en particulier, ont connu une croissance économique substantielle. Pourtant, les États-Unis demeurent la superpuissance mondiale. Ils ont la mainmise sur la monnaie de réserve internationale et sur le système financier, tandis que l'armée américaine – toujours la plus puissante – reste le principal garant de la sécurité dans le monde. La contradiction croissante entre la position hégémonique des États-Unis et le déclin de leur puissance économique atteint désormais un point de rupture. Voilà ce qui explique les bouleversements actuels dans la situation mondiale.

Loin d'être cinglé, Trump représente un tournant fondamental dans la stratégie de l'impérialisme américain, visant à réaffirmer sa domination et inverser son déclin, ou du moins le ralentir. Pour cela, Trump cherche à réindustrialiser les États-Unis pour préparer la guerre, et à pressurer davantage ses alliés et néocolonies. La nouvelle administration rompt avec les institutions et les idées libérales qui avaient dominé le système américain pendant des décennies car elles sont devenues un obstacle au rétablissement de la position des États-Unis. Derrière les guerres commerciales, les négociations avec la Russie et les discours enflammés contre « l'ennemi intérieur » se profile une nécessité stratégique : constituer un bloc fermement aligné sur la politique commerciale et étrangère des États-Unis, afin d'isoler et d'asphyxier la République populaire de Chine, le principal rival économique des États-Unis.

Contrairement à une idée largement répandue, en particulier dans l'extrême gauche, la source des bouleversements dans le monde n'est pas la montée du soi-disant impérialisme chinois ou russe. La Chine a connu un développement économique sans précédent dans l'histoire de l'humanité, mais celui-ci s'est déroulé ***dans le cadre*** de l'ordre mondial dirigé par les États-Unis. Alors que les États-Unis s'efforcent d'isoler la Chine, la bureaucratie du Parti communiste à Beijing espère préserver l'ancien système mondial, mais sans la domination américaine – un pur fantasme. Quant à la Russie, malgré sa puissance militaire, son économie reste minuscule comparée à celle des États-Unis. Ce qui a poussé les oligarques à attaquer l'Ukraine, ce ***n'est pas*** l'expansionnisme du capitalisme russe mais la nécessité de réagir à la ***surextension*** des États-Unis jusqu'aux frontières mêmes de la Russie.

Malgré tout ce que peuvent dire les médias occidentaux, le monde reste bel et bien un ***empire américain***. Ni la Chine, ni la Russie, ni les BRICS+ ne cherchent à dominer le monde, et aucun de ces États ne construit un ***système*** alternatif à celui des États-Unis. En fait ils cherchent simplement à se protéger de l'agression américaine. Mais pour la superpuissance mondiale, même ces gestes modestes constituent un défi fondamental, voire existentiel, à sa suprématie, et elle doit le confronter.

Cette réaffirmation de la domination états-unienne provoque des crises économiques et politiques majeures. De nombreux obstacles se dressent sur la route de cette stratégie impérialiste, et il y a un écart entre les objectifs et ambitions de la bourgeoisie américaine et sa capacité à les mettre en œuvre. La nouvelle administration est déjà confrontée à la colère d'autres pays. Sur le plan intérieur, bien qu'aucune force sérieuse ne menace Trump actuellement, l'opposition grandira. Et tôt ou tard, les attaques brutales de Trump se heurteront à la résistance de la classe ouvrière, aux États-Unis et à l'étranger.

Les dirigeants européens et canadiens font beaucoup de tapage en prétendant qu'ils vont résister aux exigences américaines. Mais ils restent dépendants des États-Unis et, à court terme, ils n'auront pas d'autre choix que de s'aligner.

Hystérie et confusion

Une crise économique combinée à la pression de Washington accélérera probablement le virage à droite et facilitera la chute des politiciens libéraux européens et canadiens. En effet, à court terme, les forces les mieux placées pour profiter d'une récession sont les partis de droite populistes, qui gagnent du terrain partout en Occident. Cette lutte de factions au sein de la classe dirigeante promet d'être houleuse, les libéraux s'accrochant au pouvoir et utilisant tous les moyens pour le conserver.

La dynamique sera différente dans le monde néocolonial – Amérique latine, Asie, Afrique, etc. La plupart de ces pays sont déjà asphyxiés par l'impérialisme. L'étau que resserrent les États-Unis sera un désastre dans ces régions où il n'y a déjà presque plus rien à couper et où des centaines de millions de personnes vivent dans la misère la plus totale. La classe ouvrière et les masses opprimées vont être poussées à combattre la domination américaine et à résister au pillage du FMI. Nous avons déjà assisté à de telles révoltes ces dernières années.

Spartacist

Haut-fourneau abandonné à Bethlehem (Pennsylvanie).

En ce qui concerne la Chine, l'instabilité ne viendra pas de la pénurie de ressources, du moins à court terme, mais des contradictions internes de son système. Le régime du Parti communiste est constitué d'une caste bureaucratique qui cherche à concilier le capitalisme et une économie planifiée. Son modèle de croissance reposait sur l'ordre mondial dirigé par les États-Unis. Mais ceux-ci cherchent maintenant à isoler et à confronter la Chine. Une pression énorme va s'exercer sur les dirigeants du Parti communiste, à la fois de la part des capitalistes – dont les profits

fondent – et de la gigantesque classe ouvrière chinoise – dont les conditions de vie sont de plus en plus difficiles. La bureaucratie stalinienne devra pratiquer un jeu d'équilibre de plus en plus périlleux pour contenir ces forces contradictoires, allant de subventions à l'industrie et de phraséologie gauchiste à un renforcement de la répression. Mais cela ne suffira pas à retarder indéfiniment le choix fondamental auquel est confrontée la République populaire : soit la restauration du capitalisme, soit la révolution politique ouvrière.

En cette période d'offensive impérialiste, de réarmement et de crises croissantes, la question posée est la suivante : l'impérialisme américain sera-t-il vaincu ou continuera-t-il à entraîner le monde dans une spirale de réaction, de misère et de guerres ? Pour les communistes, la tâche historique consiste à forger des directions révolutionnaires capables d'unir les travailleurs et les opprimés et de mener à la victoire la lutte contre l'hégémonie américaine. Placer ses espoirs dans les staliniens chinois, les oligarques russes, les nationalistes ou les sociaux-démocrates en tout genre s'avérera fatal. Comme ils ne cherchent pas à renverser l'hégémonie américaine et puisqu'ils s'opposent à la révolution ouvrière, ils sont incapables de mener une lutte cohérente ou véritablement progressiste contre l'impérialisme. La libération des travailleurs du monde entier de l'oppression et de l'exploitation ne progressera et ne triomphera que sous la bannière d'une IV^{e} Internationale reforgée.

L'objectif de ce document est d'orienter les révolutionnaires pour la période qui vient. C'est d'autant plus crucial que les forces révolutionnaires sont partout faibles, discréditées et terriblement désorientées. Nous espérons que ce document pourra contribuer à surmonter cet état de fait.

I. Marxisme contre gradualisme

Politiquement, les libéraux occidentaux, les sociaux-démocrates, les bureaucrates syndicaux, les partisans de l'alliance BRICS+, les staliniens chinois et de nombreux soi-disant révolutionnaires ont tous quelque chose en commun. Ils partagent différentes variantes d'une conception ***gradualiste*** et ***pacifiste*** de l'histoire et des relations internationales. Cette conception les paralyse face à la nouvelle offensive de Trump.

Pour les libéraux, le progrès social et la démocratie se développent graduellement au fil de l'histoire. De même, les sociaux-démocrates et les dirigeants syndicaux réformistes pensent que le développement des organisations de la classe ouvrière conduit petit à petit au progrès, voire au socialisme. Quant aux défenseurs des BRICS+, ils considèrent le développement graduel de la Chine, de la Russie et du Sud global comme une marche linéaire ascendante vers un nouvel ordre mondial plus juste et « multipolaire ». Partout, on retrouve la même tendance : les grandes dynamiques historiques sont réduites à un développement constant conduisant à un progrès graduel et progressif.

Malheureusement pour eux, le monde ne fonctionne pas comme cela. Tout au long de l'histoire, on peut constater que le développement graduel conduit à des chocs brusques et violents. Le capitalisme s'est développé progressivement au sein du système féodal pour ensuite briser son carcan par des guerres et des révolutions. La spéculation financière conduit progressivement à la crise économique. L'exploitation des travailleurs conduit progressivement à la grève. L'accumulation progressive de la quantité se transforme en qualité, non pas pacifiquement, mais par des chocs soudains. Et la force motrice du changement dans la société est la lutte des classes, qui conduit inévitablement à des confrontations violentes.

> « Les différentes méthodes d'accumulation primitive que l'ère capitaliste fait éclore […] toutes sans exception exploitent le pouvoir de l'État, la force concentrée et organisée de la société, afin de précipiter violemment le passage de l'ordre économique féodal à l'ordre économique capitaliste et d'abréger les phases de transition. Et, en effet, ***la force est l'accoucheuse de toute vieille société en travail. La force est un agent économique***. »
>
> – Karl Marx, *Le capital*, 1867 (souligné par nous)

La prédominance des conceptions gradualistes chez beaucoup de gens de gauche reflète la stabilité relative des trois dernières décennies. L'hégémonie des États-Unis après la destruction de l'URSS a permis la mondialisation et l'expansion rapide du commerce mondial. Pratiquement tous les pays se sont soumis à la suprématie militaire et économique des États-Unis, ce qui permettait la libre circulation des capitaux tandis que les guerres impérialistes américaines se limitaient aux quelques pays qui défiaient leurs diktats. La croissance économique et le progrès social relatif donnaient l'illusion que le monde atteignait progressivement de nouveaux sommets. C'est cette base économique qui a nourri le libéralisme, l'idéologie dominante de la période postsoviétique.

Des milliardaires russes achetaient des équipes de football en Grande-Bretagne. Des magnats de l'industrie indienne acquéraient des villas de luxe en Californie. L'Union européenne était unifiée sous le signe de la paix et des valeurs libérales. Même les staliniens chinois ont troqué le col mao pour un costume-cravate, afin d'avoir l'air de capitalistes respectables. Les relations économiques semblaient organiques, naturelles et aussi « libres » que les flux commerciaux à travers le monde. Beaucoup de militants de gauche en étaient venus à oublier que l'impérialisme se

Joe Rosenthal

Bataille d'Iwo Jima, février 1945. L'empire américain a été bâti par le fer et par le sang. Il ne quittera pas la scène pacifiquement.

maintient par la force. L'impérialisme était réduit à une vague notion économique d'« exportation du capital » – et, puisque la plupart des pays exportent du capital, l'impérialisme était à la fois partout et nulle part. Tout pays ayant une forte croissance du PIB, une grande armée et beaucoup de millionnaires était déclaré plus ou moins impérialiste, une simple question de degré sur une échelle de l'impérialisme.

En réalité, la période postsoviétique n'a été rendue possible que par la suprématie ***d'une seule*** puissance impérialiste : les États-Unis, qui sont parvenus à dominer le monde non par un processus pacifique et graduel, mais grâce à la Deuxième Guerre mondiale, le plus grand carnage de l'histoire de l'humanité. La victoire des États-Unis leur a permis d'unifier toutes les anciennes puissances coloniales – le Japon, l'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie – au sein d'une alliance dirigée par les États-Unis pour confronter l'Union soviétique. Les États-Unis ont fini par dominer le monde entier en détruisant l'URSS par une contre-révolution capitaliste qui a renversé les acquis de 1917 et brisé le tissu social de la Russie et de l'Europe de l'Est.

Aujourd'hui, Trump met l'impérialisme américain sur le pied de guerre. Il renverse la mondialisation, rompt avec les valeurs et les institutions libérales et confronte la Chine. Ceux qui sont les plus choqués face à l'offensive de Trump sont toujours ceux qui s'accrochent au gradualisme. Ils ne voient pas que le déclin économique graduel des États-Unis allait ***inévitablement*** conduire à un virage soudain et brutal de la classe dirigeante américaine, qui est déterminée à défendre sa position par tous les moyens. L'avantage des marxistes, c'est précisément que nous comprenons que les empires naissent dans le feu de la guerre et qu'ils se maintiennent non seulement par les relations économiques mais aussi par la ***force***. Et nous comprenons que l'empire américain ne quittera pas la scène de l'histoire graduellement et pacifiquement, il faudra le renverser par la force. C'est-à-dire « soit par une transformation révolutionnaire de la société tout entière, soit par la destruction des deux classes en lutte », pour reprendre la formule du *Manifeste du Parti communiste*.

Mais de nombreux groupes marxistes pensent aujourd'hui que l'hégémonie américaine est déjà une chose du passé ! Ils pensent que la Russie et la Chine sont ***progressivement*** devenues des puissances impérialistes. Ils pensent que le monde a ***déjà*** été redivisé, que les États-Unis ont perdu leur position hégémonique ***pacifiquement***, par le seul biais d'un développement économique graduel, sans guerre ni fracture majeure, et qu'à présent le monde est divisé en blocs impérialistes concurrents. Ils affirment souvent cela tout en se réclamant du léninisme. Pourtant, Lénine ne cessait de répéter que ***les guerres*** sont une caractéristique inévitable du système impérialiste et le moyen par lequel les grandes puissances se battent pour rediviser le monde en sphères d'influence. Réviser ainsi Lénine révèle une conception gradualiste consistant à ***nier*** que le monde demeure un empire américain et que sa puissance repose en dernier ressort sur son armée et ses 750 bases militaires réparties sur tous les continents.

D'une certaine manière, Trump le comprend mieux que les gradualistes. Il sait que pour consolider la position des États-Unis il doit préparer la guerre et étouffer la Chine. Et il sait que pour cela il doit écraser les libéraux et les mous qui se dressent sur son chemin. Au moins, Trump pourrait avoir pour effet de clarifier certaines choses pour nos gradualistes quant à la vraie nature de l'impérialisme et des relations internationales. Car ceux qui veulent combattre l'impérialisme américain doivent absolument se débarrasser de toute illusion gradualiste. Sans cela, il est impossible de comprendre le monde, où il va et, surtout, ce qu'il faut faire.

Beaucoup de gens savent que les États-Unis dominent l'économie mondiale. Mais rares sont ceux qui comprennent vraiment comment cela fonctionne. Pour comprendre ce que fait Trump, il faut prendre un peu de recul et analyser les mécanismes utilisés par l'impérialisme américain, ses rouages, son fonctionnement et ses limites.

Ce qui a permis aux États-Unis de sortir victorieux de la Deuxième Guerre mondiale et de dominer tous leurs rivaux, c'est l'énorme puissance de leur industrie, grâce à laquelle ils s'étaient dotés de l'armée la plus forte. Les États-Unis ont pu ainsi imposer le dollar comme monnaie de réserve internationale (la monnaie utilisée pour la plupart des échanges internationaux et gardée en réserve par les banques et les gouvernements). Le dollar était alors indexé sur l'or (l'étalon-or), ce qui lui assurait sa stabilité. En gros, les États-Unis prêtaient de l'argent aux autres pays capitalistes qui, de leur côté, l'utilisaient pour acheter des biens fabriqués dans les usines américaines. C'est ainsi que s'est construit l'empire américain, les anciennes puissances coloniales étant cooptées en tant que partenaires subalternes pour dominer le reste du monde et affronter l'URSS. Pour la première fois,

Keystone

C-47 américains, janvier 1945. La suprématie des États-Unis a été rendue possible par leur formidable base industrielle.

le monde capitaliste était ***unifié*** derrière la puissance et la monnaie ***d'un seul*** chef.

Mais au fur et à mesure que les États-Unis menaient la guerre dans le monde entier contre les alliés de l'Union soviétique et que l'Europe et le Japon reconstruisaient leur base industrielle, ces rapports se sont transformés. Les produits manufacturés américains devenaient moins compétitifs et les États-Unis ont commencé à décliner sur le plan économique. Les guerres aux quatre coins du monde pesaient lourdement sur le budget américain. Bien vite, pour financer l'augmentation des importations et leurs campagnes militaires, les États-Unis se sont mis à imprimer plus d'argent que leurs réserves d'or ne pouvaient garantir. Normalement cela aurait signifié la faillite. Mais les États-Unis ont pu retourner cette situation à leur avantage d'une manière tout à fait unique.

Comme les États-Unis importaient désormais plus qu'ils n'exportaient, les pays étrangers accumulaient d'importantes réserves de dollars, en comptant sur le fait qu'elles étaient convertibles en or. Mais le président américain Nixon limita la convertibilité du dollar en or, et abolit carrément l'étalon-or en 1971. Les États-Unis pouvaient désormais imprimer de l'argent sans aucune limite. De plus, ils exigèrent que les pays étrangers ayant des excédents en dollars achètent des bons du Trésor américain, autrement dit qu'ils prêtent de l'argent au gouvernement américain moyennant intérêt. Ainsi, à partir de ce moment, les pays étrangers fabriquaient des produits pour les États-Unis, obtenaient des dollars en échange et ***renvoyaient*** ces dollars aux États-Unis contre des bons du Trésor, lesquels servaient à financer un déficit budgétaire américain croissant. Les dollars revenaient également aux États-Unis sous forme d'investissements en Bourse ou d'achat d'actifs aux États-Unis (propriétés immobilières, etc.). En d'autres termes, les pays étrangers payaient pour les guerres des États-Unis, et puisque ceux-ci pouvaient imprimer des quantités illimitées de dollars, ils pouvaient également emprunter sans limites.

La fin de l'étalon-or provoqua une onde de choc dans le monde, entraînant troubles économiques et inflation. Les impérialistes européens étaient furieux de cette décision unilatérale, la France dénonçant ainsi le « privilège exorbitant » des États-Unis. Mais au final, l'Europe n'avait pas d'alternative. Les impérialistes européens, mais aussi les Japonais, bénéficiaient grandement de leur statut de partenaires subalternes de l'empire américain, qui garantissait leurs intérêts domestiques et étrangers. Refuser de céder aurait signifié rompre avec les États-Unis. Ils acceptèrent donc ce « privilège exorbitant » et les coûts économiques associés afin de conserver leurs avantages au sein de l'empire. Les États-Unis conclurent également un accord avec la monarchie saoudienne et les pays de l'OPEP pour qu'ils vendent leur pétrole uniquement en dollars et achètent des bons du Trésor américain, en échange de leur protection militaire. Cela obligeait tous ceux qui voulaient acheter du pétrole à détenir d'importantes réserves de dollars.

Quant au tiers-monde, il fut contraint à la soumission. Pour obtenir des dollars, ces pays étaient forcés de contracter des prêts à des taux exorbitants auprès des banques américaines. Lorsqu'ils ne pouvaient plus payer, le FMI les obligeait à mettre en œuvre des mesures d'austérité, à privatiser et à ouvrir leur marché aux entreprises américaines, plongeant ainsi des dizaines de pays dans une crise de la dette qui perdure encore aujourd'hui. Quant à ceux qui se tournaient vers l'URSS comme alternative, toute la puissance de Washington se déchaînait contre eux sous forme de sanctions économiques, de blocus ou même de coups d'État. L'ensemble du monde capitaliste se soumit aux États-Unis, soit parce qu'il y était contraint, soit en raison d'intérêts économiques dans l'empire américain. Dans tous les cas, ce fut possible parce que les États-Unis restaient la puissance militaire incontestée du monde capitaliste.

Tim Page/Corbis

La 173e Brigade aéroportée au Vietnam en septembre 1965. La lutte héroïque du peuple vietnamien pour sa libération nationale et sociale a mis à rude épreuve les ressources de l'impérialisme américain.

Sergio Dorantes/Sygma

Manifestation à Mexico contre le gouvernement mexicain et le FMI en février 1986.

Le livre de l'économiste Michael Hudson explique :

> « Les États-Unis ont réalisé ce qu'aucun système impérial antérieur n'avait mis en place : une forme flexible d'exploitation mondiale où ils avaient la mainmise sur les pays endettés en imposant le consensus de Washington via le FMI et la Banque mondiale, tandis que le système basé sur les bons du Trésor obligeait les pays ayant une balance des paiements excédentaire – en Europe et en Asie de l'Est – à accorder des prêts forcés au gouvernement américain. Contre les régions déficitaires en dollars, les États-Unis continuaient à appliquer le levier économique classique que l'Europe et le Japon n'étaient pas en mesure d'utiliser contre eux. Les économies endettées étaient contraintes d'imposer l'austérité, bloquant ainsi leur propre industrialisation et la modernisation de leur agriculture. Leur rôle désigné était d'exporter des matières premières et de fournir une main-d'œuvre bon marché dont les salaires étaient libellés dans une monnaie dépréciée. »
>
> – *Super Imperialism: The Economic Strategy of American Empire,* ISLET, 1972 (troisième édition 2021)

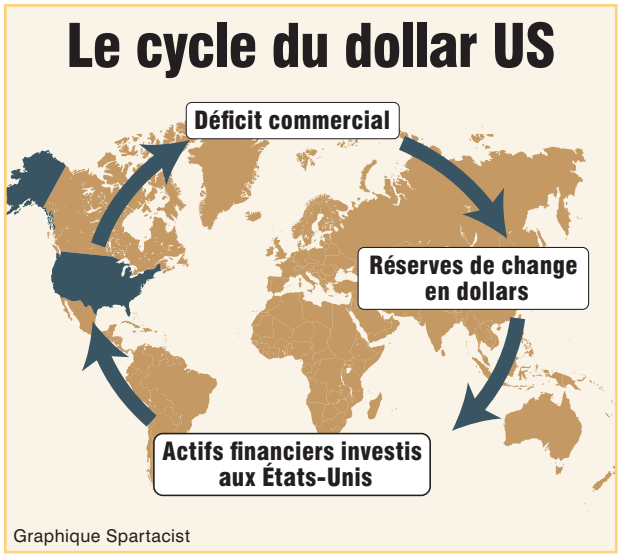
Bien que Hudson parvienne à décrire brillamment les mécanismes d'exploitation du système américain, il les présente constamment comme des choix politiques erronés des dirigeants de Washington, qui auraient dû au contraire utiliser leur avantage pour faire le bien dans le monde. Ce qu'il nie, c'est que la création d'un mécanisme d'exploitation sans égal découle de la logique même du capitalisme à son stade impérialiste, c'est-à-dire qu'elle découle des ***intérêts matériels*** de la bourgeoisie impérialiste américaine.

Au fur et à mesure que le poids économique des États-Unis diminuait et que leur industrie devenait de moins en moins compétitive, la production nationale ne suffisait plus à elle seule à soutenir le coût de leur empire. Pour le maintenir, il fallait imprimer davantage d'argent fictif et extorquer toujours plus de valeur aux autres pays – par le biais de prêts forcés via les bons du Trésor américain, par le remboursement de la dette aux banques américaines ou par la fourniture d'une main-d'œuvre bon marché aux entreprises américaines. Plus les capacités productives des États-Unis ***diminuaient***, plus ils avaient recours à des moyens ***parasitaires*** pour maintenir leur empire mondial. C'est cette contradiction entre le déclin des forces productives de l'économie américaine et le fardeau de l'empire qui ne cesse de s'intensifier, telle un élastique de plus en plus tendu et qui menace de rompre.

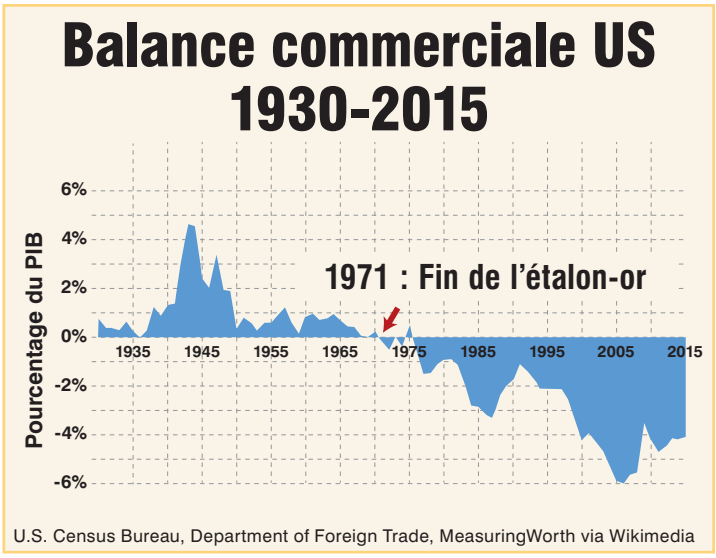
En 1991, l'Union soviétique s'effondra sous la pression massive de l'impérialisme américain. Soudainement, le système états-unien était étendu à ***l'ensemble du globe***, ce qui permit aux États-Unis d'engranger d'énormes bénéfices tout en alimentant leur déclin. Le capital pouvait désormais s'étendre partout et conquérir de nouveaux marchés. Mais cela accéléra aussi la désindustrialisation des États-Unis et des autres puissances impérialistes, affaiblissant ainsi leur poids économique et renforçant la financiarisation. L'économie mondiale s'est alors davantage organisée autour d'un groupe de pays du Sud global – la Chine en particulier – dont la main-d'œuvre bon marché produisait des biens destinés aux États-Unis et à l'Occident, et d'un autre groupe de pays maintenus dans un état de pauvreté abjecte du fait de l'étranglement financier.

La Chine en particulier a connu un essor industriel sans précédent, exportant de grandes quantités de produits manufacturés vers les États-Unis et l'Occident. Elle accumulait d'énormes réserves de dollars, qu'elle réinvestissait dans des bons du Trésor américain. Dès les années 2000, la Chine détenait des centaines de milliards de dollars de dette américaine, ce qui inquiétait certains à Washington. Ainsi, la Chine a joué – et joue encore – un rôle important dans le système du dollar, comme nous allons le voir avec la crise de 2008. Cependant, la puissance industrielle de la Chine, la taille de son économie et le développement de ses relations commerciales ont commencé à éroder la domination des États-Unis. L'exemple le plus évident est l'initiative des nouvelles routes de la soie, le programme de la Chine pour développer son commerce en fournissant des projets d'infrastructure, des crédits et des biens bon marché aux pays du Sud global. Même si cette initiative s'inscrit dans le cadre du système américain (de nombreux investissements sont réalisés en dollars), elle ébranle néanmoins son fondement. Pour les dirigeants américains, la Chine devenait une menace croissante pour leur empire.

La crise financière de 2008 a révélé les faiblesses de l'empire américain. Toutefois, à court terme, elle a eu pour conséquence de ***renforcer*** le rôle du dollar. Pour éviter l'effondrement des banques, les États-Unis ont porté leur « privilège exorbitant » à de nouveaux sommets en imprimant d'énormes quantités de dollars pour les injecter dans les marchés boursiers. Comme leurs partenaires subalternes étaient également sur le point de s'effondrer, ils ont accordé des lignes de crédit ***illimitées*** aux banques centrales d'Europe et à d'autres alliés des États-Unis – les « lignes de swap ». Celles-ci sont devenues une caractéristique permanente du système financier, qui avait maintenant besoin de quantités toujours croissantes d'argent fictif pour éviter l'effondrement. Les pays du Sud global ont également obtenu des prêts du FMI pour éviter la faillite de leur économie. Tout cela a été payé par des programmes d'austérité massifs, y compris en Europe. Mais les États-Unis ont également financé tout cela en exigeant que la Chine achète d'énormes quantités de bons du Trésor américain. Soucieuse de stabilité, la bureaucratie du Parti communiste s'est exécutée, contribuant ainsi à soutenir le système du dollar tout au long de la crise.



Graphique Spartacist



U.S. Census Bureau, Department of Foreign Trade, MeasuringWorth via Wikimedia

Le même processus s'est répété pendant la pandémie, à un niveau encore plus élevé. Alors que l'économie mondiale piétinait, les États-Unis ont imprimé encore plus d'argent – plus que l'ensemble de leurs dépenses pendant la Deuxième Guerre mondiale, en dollars constants. Leurs alliés ont fait de même, en utilisant les lignes de swap. Le système a ainsi été poussé à l'extrême, provoquant l'inflation et une énorme bulle boursière. Le déficit américain a également explosé, au point où les États-Unis dépensent aujourd'hui mille milliards de dollars par an pour le seul paiement des intérêts. De plus, à la suite de la guerre en Ukraine, la Russie a été pour l'essentiel exclue du système du dollar. Non seulement c'était la première fois qu'une économie importante s'en faisait exclure depuis la guerre froide, mais cela ***n'a pas*** écrasé la Russie. En fait, la Russie a pu fonctionner et même gagner sur le champ de bataille. Tous ces facteurs et d'autres encore ont étiré le système impérial américain jusqu'à ses limites. Une nouvelle stratégie pour l'impérialisme américain est devenue urgente, et c'est précisément pourquoi Trump est en train de détruire le statu quo.

III. La crise économique qui vient

Les tarifs douaniers imposés par Trump font déjà des ravages sur les marchés boursiers. L'instabilité financière ne manquera pas de faire éclater l'énorme bulle spéculative qui s'est formée depuis 2008. Notre document de conférence de 2023 prévoyait qu'elle éclaterait plus tôt (voir « Le déclin de l'empire américain et la lutte pour le pouvoir ouvrier », *Spartacist* n° 46), mais le regain de spéculation sur l'IA et les nouvelles technologies a permis de la faire durer un peu plus longtemps. Cependant, aujourd'hui le boom de l'IA se tarit et la nouvelle administration américaine ne dépense plus d'énormes sommes comme auparavant. Une crise économique, ou du moins une récession majeure, est désormais une certitude.

L'impact d'une récession sera d'exacerber toutes les tendances économiques et politiques actuelles. Nous ne pouvons pas savoir exactement comment cela se passera, mais deux grands scénarios sont possibles : soit tout l'ordre de l'après-guerre volera en éclats, mettant fin à la domination du dollar américain, soit la majorité des pays accepteront à nouveau de se saigner pour sauver le système américain, qui se maintiendra sur une base encore plus oppressive. Nous pensons que cette seconde option est beaucoup plus probable, du moins à court terme.

Comme on l'a vu en 2008, une crise financière ne poussera pas les pays à sortir du dollar américain. En temps de crise, les dollars retournent aux États-Unis, perçus comme le pays le plus sûr, privant ainsi le reste du monde de liquidités. Et qui a la main sur le robinet du dollar ? Les dirigeants américains, bien sûr. Et maintenant que les États-Unis – qui restent le plus grand marché de consommation – ont imposé des tarifs douaniers à tout le monde, ils n'ont fait qu'accroître leur pouvoir sur les autres. C'est pourquoi, sur la scène mondiale, une crise économique n'affaiblira ***pas*** Trump, mais, en fait, ***renforcera*** sa main contre le reste du monde.

Les banques d'Europe, du Japon, du Canada et d'autres partenaires des États-Unis auront besoin d'un afflux massif de liquidités pour éviter l'effondrement. Elles se tourneront vers les États-Unis, qui exigeront un prix sous forme d'austérité et de concessions pour les entreprises américaines. On a beaucoup parlé de la possibilité que les États-Unis imposent un « accord de Mar-a-Lago » à leurs alliés – un plan visant à les forcer à acheter de nouveaux bons du Trésor américain avec un engagement à long terme et des taux d'intérêt faibles, à augmenter leurs dépenses militaires (en achetant des armes fabriquées aux États-Unis) et à contribuer à la dévaluation du dollar pour stimuler les exportations américaines. En d'autres termes, saboter leur propre économie pour soutenir celle des États-Unis tout en finançant le déficit américain à un taux beaucoup moins élevé. Face à la crise, la pression sur les alliés des États-Unis sera décuplée pour qu'ils acceptent un tel accord.

Dans les pays du Sud global, les investissements et les capitaux vont se volatiliser. Une crise fera également éclater les autres petites bulles spéculatives, comme celle du

Joaquín Montenegro Humanante/picture alliance

Eduardo Soteras/Bloomberg

À gauche, juin 2022 : Manifestation autochtone à Quito (Équateur). Ci-dessus, octobre 2024 : Des réfugiés au Soudan attendent de l'aide. Le Sud global souffrira le plus de l'aggravation du désordre mondial.

marché boursier en Inde. L'argent envoyé par les migrants travaillant à l'étranger (souvent en Occident), et qui constitue pour beaucoup de pays une énorme source de revenus et de liquidités, diminuera également. (Par exemple, ces transferts de fonds représentent 8,5 % du PIB des Philippines et 4,5 % de celui du Mexique. Il en va de même dans de nombreux autres pays.) Le manque de dollars se fera cruellement sentir, notamment pour rembourser la dette qui, dans des dizaines de pays, a atteint des niveaux historiques. Le FMI interviendra avec des programmes de « restructuration de la dette », qui se feront au détriment des dépenses publiques, des actifs nationalisés, des barrières protectionnistes et des recettes nationales.

Mais nombre de ces pays sont déjà à bout de souffle. Au Mexique, 70 % de la population reçoit une aide financière de l'État, sans laquelle beaucoup de gens ne pourraient plus se nourrir. Avec la crise, il est probable qu'un grand nombre de ces programmes sociaux seront supprimés. En Inde, seuls 10 % des 1,4 milliard d'habitants ont de l'argent disponible pour la consommation, tandis que 90 % vivent au jour le jour. Un resserrement supplémentaire ne manquera pas d'être explosif, notamment en attisant les divisions de castes et les divisions nationales et religieuses auxquelles le pays est déjà en proie. En Afrique du Sud le taux de chômage atteint déjà 32 %. Les États-Unis ont mis un point d'honneur à écraser ce pays, et une crise va certainement asphyxier davantage encore son économie.

Mais ce sont là des pays où les États-Unis et l'Occident ont des intérêts économiques et des investissements. Ils voudront les renflouer, certainement à un prix exorbitant. Il y a d'un autre côté toute une couche de pays que les impérialistes n'ont aucun scrupule à laisser dans un état de chaos total, tant qu'ils peuvent piller leurs ressources et que n'émerge aucune force capable d'unifier les populations contre leur saccage. C'est le cas d'une grande partie de l'Afrique orientale et centrale et de certains pays du Moyen-Orient, qui sont déjà ravagés par la famine et les guerres ; une crise réduira à néant les quelques revenus qu'ils tirent du marché mondial. On peut s'attendre à ce que les pressions économiques y alimentent encore davantage des guerres régionales et ethniques sanglantes ainsi que des flux de réfugiés de plus en plus importants.

L'état de misère déjà extrême qui règne dans l'ensemble du Sud global (à l'exception de la Chine et de la Russie) provoquera des explosions sociales et exercera une pression énorme sur les régimes. Les faibles bourgeoisies nationales seront de plus en plus contraintes d'osciller entre se soumettre complètement aux exigences américaines et s'appuyer sur les impulsions anti-impérialistes des masses. Dans les deux cas, cela se traduira par une tendance croissante au bonapartisme, voire à des coups d'État.

Quant à la Russie, sa transformation en économie de guerre a permis une certaine croissance malgré sa sortie du système du dollar américain. Le régime des oligarques est relativement solide, en particulier compte tenu de sa victoire imminente en Ukraine. Mais une crise fera chuter les prix du pétrole, l'une des principales exportations de la Russie, ce qui provoquera inévitablement des difficultés. Cependant, les problèmes plus sérieux pour la Russie viendront probablement après la guerre en Ukraine, lorsque la production de guerre s'arrêtera et que des dizaines de milliers de soldats seront démobilisés.

L'une des plus grandes questions que posera la crise qui vient est : que fera la Chine ? Comme on l'a vu, en 2008, les dirigeants du PCC ont effectivement soutenu le système du dollar en achetant d'énormes quantités de bons du Trésor américain. Comme les États-Unis devront à nouveau faire tourner la planche à billets, il est probable qu'ils exigeront à nouveau de la Chine qu'elle contribue à stabiliser l'économie mondiale. Comme les États-Unis cherchent ouvertement à asphyxier la Chine, on est en droit de penser qu'elle n'accédera jamais à leurs exigences. Toutefois, si l'on comprend que la bureaucratie du Parti communiste est une force ***conservatrice***, intéressée avant tout à sa propre stabilité et à ses privilèges, et qui est prise en étau entre une classe ouvrière gigantesque et l'impérialisme américain, il est probable qu'elle ***voudra*** sauver le système du dollar en temps de crise. Nous ne pouvons pas savoir exactement comment

cela se passera, ni si le PCC sera contraint d'adopter une position plus conflictuelle. Mais il ne faut jamais sous-estimer la détermination des bureaucraties staliniennes à chercher un accommodement avec l'impérialisme mondial.

Ces projections sont toutes basées sur les effets à court terme qu'une crise est susceptible d'avoir. Vu la mainmise des États-Unis sur la monnaie de réserve internationale et sur les flux de capitaux, leur position sera probablement renforcée. Mais cela ne sera vrai que ***dans un premier temps.*** Le monde n'est plus le même qu'en 2008. La mainmise des États-Unis est plus faible car ils font face à des défis croissants, et le prix qu'ils doivent exiger pour soutenir le système du dollar est plus élevé. Le pillage systématique du monde par le biais du système du dollar dépend avant tout de la volonté des partenaires impérialistes de l'Empire d'accepter leur subordination en échange de certains privilèges ; pour d'autres, de l'absence d'alternatives ; et pour le reste, de la contrainte pure et simple. À moyen et à long terme, chacun de ces acteurs pourrait, d'une manière ou d'une autre, rompre avec le système du dollar. Mais il ***ne s'agira pas*** automatiquement d'un phénomène progressiste. Cela ne peut l'être que si une telle rupture fait avancer la lutte de la classe ouvrière internationale contre l'ensemble du système impérialiste.

Kostiantyn Liberov/AP

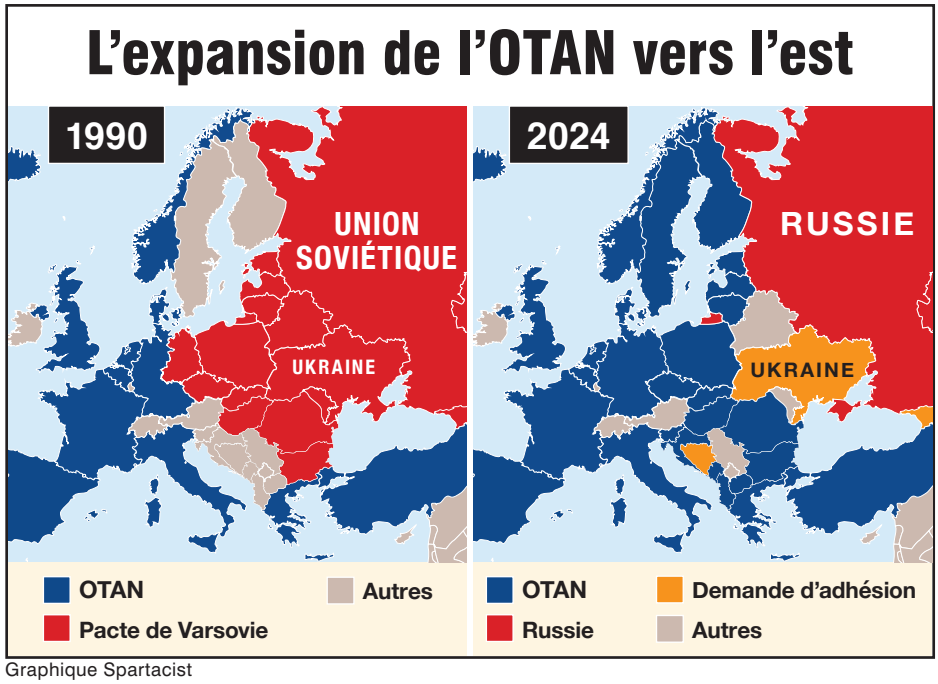
Septembre 2022 : Soldat ukrainien secourant un camarade blessé.

Aucune autre question n'a suscité autant d'hystérie parmi les libéraux que le tournant effectué par l'administration Trump concernant la guerre en Ukraine. Beaucoup ont crié à la trahison, accusant Trump de capituler devant un autocrate comme lui et d'abandonner l'Europe, laissée désormais seule à porter le flambeau de la liberté, de la démocratie et des valeurs de l'ordre d'après-guerre. Là encore, pour y comprendre quoi que ce soit il faut d'abord mettre de côté la frénésie libérale.

Contrairement aux affirmations du ministère ukrainien de la Défense, dont les rapports sur la situation militaire sont religieusement répétés par les médias et les politiciens libéraux, l'Ukraine est en train de perdre cette guerre. L'aventure de Zelensky à Koursk s'est soldée par un désastre complet ; sur toute la ligne de front, l'armée ukrainienne fait face à des pénuries d'hommes et d'armements et se fait anéantir. Pendant ce temps, les forces russes avancent partout, leur armée grossit et une offensive majeure semble se préparer. Alors que l'économie ukrainienne est en ruine, l'économie russe est en croissance malgré les lourdes sanctions, et elle a été réorganisée pour une production militaire massive. De plus, l'approvisionnement de l'Ukraine pour cette guerre industrielle de haute intensité a épuisé les stocks d'armements occidentaux à un rythme insoutenable. L'impuissance industrielle de l'Occident a été mise en lumière : alors que l'ensemble de l'OTAN peut produire collectivement 1,2 million d'obus par an, la Russie en produit à elle seule plus de 3 millions.

Ainsi, du point de vue de Washington, qui est de loin le principal fournisseur d'aide militaire, la politique d'hostilité totale à la Russie et de soutien à l'Ukraine jusqu'à la victoire s'est révélée être un échec coûteux. La nouvelle administration ne fait qu'accorder la politique américaine à cette réalité. Les États-Unis n'ont pas d'intérêts vitaux en Ukraine. Si la Russie représente un défi géostratégique pour les ambitions américaines, sa modeste économie ne constitue en aucun cas une menace du même ordre que celle de la Chine. C'est pourquoi, pour beaucoup dans la nouvelle administration américaine, trois années de guerre en Europe ont été un gaspillage de ressources qui auraient pu être utilisées à meilleur escient dans le Pacifique. La guerre en Ukraine a également renforcé les liens entre la Russie et la Chine, ce qui pose problème du point de vue des intérêts de Washington. Pour toutes ces raisons, il est logique pour les États-Unis de chercher non seulement à mettre fin à cette guerre – même si cela implique de faire des concessions à la Russie –, mais aussi à opérer un rapprochement économique et politique avec la Russie. Cela pourrait la ramener dans le giron occidental et l'éloigner de la Chine – ou au moins la neutraliser en tant que nuisance constante pour les États-Unis.

Du point de vue du Kremlin, l'Ukraine – un pays frontalier historiquement dans la sphère d'influence russe – est d'un intérêt vital. Les cris d'indignation sur l'expansionnisme russe ne font que masquer la réalité : depuis trente ans, c'est l'OTAN et l'UE qui se sont étendues jusqu'aux frontières mêmes de la Russie, malgré les objections constantes de cette dernière. Ce que veut Poutine, et ce qu'il cherche depuis longtemps, c'est un accord avec l'Occident pour garantir sa frontière occidentale, mettre fin à l'expansionnisme de l'OTAN et assurer l'emprise de la Russie sur l'Ukraine. C'est pourquoi il a accueilli favorablement bien qu'avec prudence les ouvertures de Trump. Cela dit, la classe dirigeante russe n'a aucun intérêt à embrasser l'Occident et à couper ses liens avec la Chine. Au contraire, de son point de vue, un



Graphique Spartacist

accord avec les États-Unis serait bénéfique non seulement pour mettre fin à l'expansion de l'OTAN mais aussi pour lui permettre de jouer la Chine contre les États-Unis et vice versa, tirant des avantages des deux côtés pour développer l'économie russe.

Les récents changements ont montré combien ceux qui, dans l'extrême gauche, ont pris le parti de l'Ukraine ou de la Russie se sont lourdement trompés. Le principal argument des marxistes soutenant la Russie était que sa victoire porterait un coup aux États-Unis et serait donc progressiste. Mais la victoire russe imminente montre clairement la faillite d'une telle position. Car si les États-Unis sont effectivement en train de perdre cette guerre, ils ne se battent pas directement mais ***par procuration*** – via une armée supplétive. Cette caractéristique essentielle a été jugée sans importance par tous les « socialistes » pro-russes. Pourtant, c'est ce qui permet aux États-Unis de changer tout simplement de position, de jeter aux orties leur supplétif ukrainien et de chercher un accord avec la Russie pour piller conjointement l'Ukraine. Par conséquent, quel que soit le contenu d'un futur accord entre les États-Unis et la Russie (si accord il y a), la guerre de la Russie ***n'aura pas*** fait progresser la lutte contre l'impérialisme en Europe de l'Est, ni affaibli les États-Unis de manière fondamentale. Il en résultera au contraire l'oppression de l'Ukraine par la Russie, le réarmement de l'Europe et la réorientation des États-Unis pour affronter la Chine, autant de développements ***réactionnaires*** mais prévisibles.

Les marxistes soutenant l'Ukraine ont tout autant fait faillite. Leur principal argument reposait sur la nécessité de défendre la souveraineté d'une petite nation contre une agression étrangère. Mais la souveraineté de l'Ukraine ne pouvait être défendue que ***contre*** le gouvernement ukrainien. Pendant des années, le régime de Kyiv a mené une politique d'oppression à l'encontre de la minorité russophone – environ 20 % de la population – tout en menant une guerre pour conserver la Crimée et les régions de l'Est qui cherchaient clairement à faire sécession. En même temps, le régime de Kyiv s'est aligné sur l'OTAN, l'UE et les États-Unis et a cédé sa souveraineté militaire et économique à ces impérialistes. Cela n'a fait que transformer l'Ukraine en colonie occidentale tout en garantissant une hostilité totale de la part de la Russie, lui fournissant ainsi un prétexte de guerre idéal. La stratégie désastreuse de Zelensky consistait à lier le sort de l'Ukraine aux États-Unis, et son humiliation dans le bureau Ovale en est la meilleure illustration ; elle a tragiquement confirmé les paroles de Henry Kissinger : « Être un ennemi de l'Amérique est dangereux, mais être son allié est fatal. » Les marxistes qui ont défendu le gouvernement ukrainien, que ce soit de manière critique ou non, se sont ainsi retrouvés les idiots utiles dans le jeu des impérialistes.

La seule politique socialiste dans une telle guerre réactionnaire était – et demeure – de lutter pour la fraternisation des Ukrainiens et des Russes sur la base de l'opposition inconditionnelle à l'impérialisme occidental et à ses marionnettes ukrainiennes, de l'opposition au chauvinisme grand-russe et de la défense des droits des minorités russes. C'est la seule voie pour unir la classe ouvrière de toute la région. C'est ainsi que l'encerclement de la Russie par les impérialistes peut être brisé de manière progressiste, que la liberté de l'Ukraine peut être garantie et que l'ensemble de l'Europe de l'Est peut être libérée de l'oppression nationale. Cette perspective a toujours été confrontée à d'importants obstacles, mais elle demeure ***la seule*** voie progressiste. Le mouvement ouvrier n'a pas réussi à adopter une politique indépendante – ses dirigeants se rangent soit derrière les impérialistes et leurs sous-fifres, soit derrière les oligarques

Ding Haitao/Xinhua

Rencontre entre Xi Jinping et Vladimir Poutine à Kazan en octobre 2024. La guerre en Ukraine a renforcé les liens entre la Chine et la Russie.

Jim Lo Scalzo/EPA

Volodymyr Zelensky humilié le 28 février à la Maison Blanche. Donald Trump dit les choses franchement : le gouvernement ukrainien n'était qu'un fantoche utilisé cyniquement dans l'intérêt des États-Unis.

russes ; cela garantit maintenant que l'issue de cette guerre sera un désastre pour les travailleurs d'Ukraine, de Russie et de toute l'Europe.

Les négociations entre la Russie et les États-Unis n'en sont qu'à leurs débuts et pourraient durer des mois. Alors que les États-Unis souhaitent conclure la guerre au plus vite, la Russie n'est pas pressée. Elle est en train de gagner sur le champ de bataille, elle prépare de nouvelles offensives et ne voit aucune raison de faire des concessions. Cette situation sera problématique pour les États-Unis, qui chercheront à limiter les dégâts. De plus, ils doivent gérer leur supplétif ukrainien ; ils l'ont renforcé pendant plus de dix ans en nourrissant les ultranationalistes ukrainiens, qui ne sont pas connus pour leur attitude conciliante à l'égard de la Russie. Jusqu'à présent, les Ukrainiens font tout pour faire échouer les négociations. La question n'est donc pas de savoir si Zelensky sera renversé, mais quand, comment et par qui. Les États-Unis doivent également composer avec l'hostilité d'une grande partie des élites européennes ainsi que d'une partie de leur propre classe politique.

Compte tenu des forces d'inertie en Occident, il se peut que la Russie doive d'abord enregistrer de nouveaux gains militaires en effectuant une percée majeure sur la ligne de front, y compris jusqu'à Kyiv – ce qui n'est plus une hypothèse farfelue. La voie serait alors libre pour un accord entre les États-Unis et la Russie aux conditions de cette dernière. Il s'agirait notamment de garantir la mainmise de la Russie sur les quatre régions de l'Est de l'Ukraine, de renverser le régime de Zelensky, de mettre fin au soutien de l'OTAN à ce qui reste de l'Ukraine et de mettre un terme à l'expansion de l'OTAN vers l'est. Certaines sanctions pourraient être levées, mais il reste à voir si les relations commerciales avec l'Europe reviendront aux niveaux d'avant 2014. En échange, les États-Unis s'appuieront probablement sur la Russie pour qu'elle les aide dans d'autres domaines, par exemple en faisant pression sur l'Iran pour qu'il abandonne son programme nucléaire.

Mais un nouvel accord de sécurité entre les États-Unis et la Russie aurait une conséquence plus fondamentale : l'Europe se ferait écraser dans le cadre d'un accord réactionnaire. Ni les États-Unis, maîtres de l'Europe, ni la Russie n'ont intérêt à l'instabilité sur le vieux continent. Elle a toujours été de mauvais augure pour la Russie, et les États-Unis ont besoin d'une Europe stable pour concentrer leur attention ailleurs. La Russie, avec sa puissance militaire, ses abondantes ressources naturelles et son réservoir de conservatisme religieux, pourrait très bien faire cause commune avec le capital financier américain et son nouvel establishment chrétien réactionnaire pour écraser l'Europe libérale. Un rapprochement entre les États-Unis et la Russie serait ainsi un ***facteur de stabilité conservateur et réactionnaire en Europe***.

Ce fut d'ailleurs le rôle de la Russie dans la politique européenne tout au long du XIX^{e} siècle : un bastion de la réaction sur lequel la Grande-Bretagne, la grande puissance de l'époque, pouvait s'appuyer pour stabiliser l'Europe. Si la situation est évidemment différente aujourd'hui, un accord américano-russe pour déterminer la politique européenne est dans l'intérêt de la Russie et de l'impérialisme américain, d'autant plus que ce dernier cherche à promouvoir un réalignement politique fondamental sur le continent.

V. Europe et Amérique

Les négociations de Trump avec la Russie, l'humiliation de Zelensky dans le bureau Ovale, l'imposition de droits de douane et le discours de J.D. Vance dénonçant l'ensemble des élites libérales européennes comme l'« ennemi intérieur » ont provoqué une onde de choc dans toute l'Europe. En l'espace de quelques semaines, la Maison Blanche a lancé une série d'attaques contre l'ordre européen fondé sur la mondialisation, le libre-échange, les valeurs libérales et l'hostilité à la Russie – un système construit pendant des années sous la direction des États-Unis et garanti par leur puissance militaire. La panique s'est emparée des élites européennes. Pendant des années, les politiciens libéraux, de plus en plus détestés par leur propre population, pouvaient au moins se consoler en sachant qu'ils restaient dans les bonnes grâces de la superpuissance mondiale. Ce n'est plus le cas. La nouvelle administration Trump a marqué la mort du libéralisme dans tout l'empire américain, et l'Europe libérale est une cible prioritaire pour ses desseins de réalignement politique.

Trump veut obtenir davantage de concessions de l'Europe pour consolider la position des États-Unis, notamment en ce qui concerne les dépenses militaires et les termes des échanges commerciaux. Loin d'abandonner l'Europe, les États-Unis en ont besoin pour consolider un bloc contre la Chine qui soit plus agressif et mieux à même de contribuer à la puissance militaire des États-Unis. Le problème, toutefois, est que pour cela l'Europe a besoin d'un sérieux réalignement politique. Les institutions européennes et les structures de gouvernance ont été construites pour servir l'ancien ordre libéral. L'Union européenne, cet énorme appareil bureaucratique lié à d'innombrables institutions libérales, a d'importants

Thibault de Champrosay

Affiche française après la Deuxième Guerre mondiale. Sans domination américaine en Europe pas d'unité européenne.

intérêts économiques ancrés dans le statu quo. Et l'Europe est toujours dirigée par des politiciens comme Emmanuel Macron, Friedrich Merz, Ursula von der Leyen, Keir Starmer, Pedro Sánchez, etc. – des dirigeants dont la carrière s'est construite dans le vieil ordre libéral et qui s'accrochent à celui-ci. Ces dirigeants européens représentent à bien des égards l'énorme fossé politique qui existe entre l'ancienne Europe postsoviétique et la nouvelle administration américaine de droite.

Après l'humiliation de Zelensky par Trump, Kaja Kallas, cheffe de la politique étrangère de l'UE et belliciste antirusse notoire, a déclaré que « le monde libre a besoin d'un nouveau leader » et que « c'est à nous, Européens, de relever ce défi ». D'innombrables commentateurs et politiciens libéraux ont tenu des propos similaires, appelant l'Europe à enfin tracer sa propre voie, indépendamment des États-Unis, pour défendre les valeurs libérales, affronter la Russie et soutenir l'Ukraine plus longtemps. Cela ne fait que souligner à quel point les dirigeants européens vivent dans un monde parallèle. En réalité, toutes les grandes économies européennes sont dans un état de stagnation lamentable. À l'exception partielle de l'Allemagne, elles ont presque entièrement perdu leur base industrielle, et leurs économies reposent en grande partie sur la finance, les services et le tourisme. Partout sur le continent, les infrastructures tombent en ruine et la population vieillit. Sur le plan militaire, l'Europe est actuellement incapable de soutenir une guerre conventionnelle d'envergure. Ses armées, petites et obsolètes, dépendent toutes de la puissance aérienne, de la logistique, du renseignement, des lignes d'approvisionnement et des systèmes de commandement américains pour toute opération sérieuse.

Le Premier ministre polonais Donald Tusk a beau répéter que l'Europe dans son ensemble est plus forte que la Russie, ce n'est pas vrai pour autant. L'Europe est balkanisée en une multitude de pays aux intérêts divergents. Ce que les libéraux oublient toujours, c'est que l'unité européenne a toujours été un produit de la suprématie américaine. Seule la domination économique et militaire des États-Unis sur l'Europe depuis 1945 a rendu possible l'unité européenne et a empêché le continent de se déchirer à nouveau. C'est pourquoi les ambitions des dirigeants européens de prendre la direction du « monde libre », de construire une « coalition de volontaires » ou d'acquérir une « autonomie stratégique » pour l'Europe ne sont que des lubies. L'Europe est totalement dépendante des États-Unis, tant sur le plan militaire qu'économique. À court terme, et probablement même à moyen terme, ni l'Europe ni aucune des puissances européennes ***ne jouera*** ni ***ne pourra jouer*** le moindre rôle indépendant des États-Unis.

Derrière les fanfaronnades, les déclarations enflammées et le déni de la réalité dans les cercles dirigeants européens se cache un décalage qui s'est accentué au fil du temps. Il existe une contradiction croissante entre la superstructure politique de l'Europe – ses institutions, son idéologie, sa bureaucratie, ses politiciens, etc. – et sa base économique réelle – son état de faiblesse totale et sa dépendance à l'égard des États-Unis. Tôt ou tard, cette contradiction devra être résolue, et l'Europe n'aura d'autre choix que de se débarrasser de son libéralisme dépassé et de se ranger derrière les États-Unis. La montée des partis populistes de droite représente cette tendance croissante (AfD en Allemagne, RN en France, Reform UK en Grande-Bretagne, FPÖ en Autriche, Meloni qui est déjà au pouvoir en Italie, etc.). L'administration américaine favorise ces partis moins parce qu'elle est d'accord avec eux que parce qu'ils sont la seule force capable de briser le statu quo libéral d'une manière qui serve au mieux les intérêts des États-Unis.

Neil Hall/EPA

2 mars : La coalition des nuls de Keir Starmer.

Car jusqu'à présent, le centre politique tient toujours en Europe. Le fait que de nombreux dirigeants se sentent suffisamment forts pour résister (partiellement) aux exigences américaines et défendre (mollement) le statu quo libéral reflète des intérêts économiques bien ancrés. Il s'agit en premier lieu des capitalistes européens qui ont grandement profité du système en place depuis trente ans, qui résistent au changement et qui, souvent, ne font pas entièrement confiance aux partis de droite émergents, du moins pour le moment. Ensuite, l'inertie des institutions et de la bureaucratie européennes pèse lourdement. Enfin, dans les pays européens avancés, il existe encore une classe moyenne substantielle, souvent liée aux institutions européennes, qui jouit d'un niveau de vie relativement élevé et qui sert de base principale aux partis du centre. Cela s'applique également à la Grande-Bretagne. Les formalistes de gauche peuvent bien répéter mécaniquement que le Parti travailliste est un parti ouvrier-bourgeois – ce qui conserve une part de vérité –, la réalité c'est qu'actuellement la base de soutien du Parti travailliste est dans la classe moyenne urbaine, pas parmi les ouvriers.

En Europe on n'a pas de GAFAM ni d'IA mais on a des idées.

La tendance ci-dessus s'est clairement exprimée lors des élections allemandes de février. Alors que les voix pour l'AfD ont considérablement augmenté (en particulier parmi les travailleurs), les partis traditionnels ont malgré tout conservé une vaste majorité de l'électorat, signe que le libéralisme allemand n'est pas encore tout à fait mort. Le score en hausse du Parti de gauche, qui a été célébré par la plupart des partis d'extrême gauche dans le monde, provient en fait presque entièrement d'électeurs petits-bourgeois venus des Verts et doit être interprété comme une défense du statu quo libéral. En Allemagne comme ailleurs, la popularité des partis de droite anti-establishment provient principalement de la classe ouvrière, en particulier de ses couches inférieures, mais aussi de secteurs de l'aristocratie ouvrière.

Ainsi, l'Europe continue d'être dominée par ces politiciens « de transition » – Macron, Starmer, Merz et C^{ie} – qui ont un pied dans la défense de l'ordre libéral européen et un pied dans la réaction de droite pour couvrir leur flanc droit, avec pour résultat que pratiquement tout le monde les déteste. Ces gouvernements, comme la plupart des gouvernements européens, sont généralement arrivés au pouvoir pour faire barrage à l'« extrême droite » ; ils sont totalement discrédités dans la population et ne tiennent qu'à peu de chose. Cependant, leur chute et leur remplacement par la droite – presque inévitable à ce stade – ne sera pas un processus pacifique et linéaire mais le résultat de crises politiques et économiques aiguës. Sur le papier, les élections en Grande-Bretagne et en Allemagne se dérouleront dans plusieurs années. Macron a encore deux ans avant les prochaines élections présidentielles, et les élites françaises viennent d'interdire à Marine Le Pen de se présenter. Les libéraux useront de tous les stratagèmes pour rester au pouvoir. Mais compte tenu du réalignement politique exigé par les États-Unis ainsi que du fossé entre la base économique de l'Europe et les idées et ambitions de sa classe politique, cette situation ne peut pas durer.

La crise économique qui vient mettra à nu le caractère complètement pourri des économies européennes. On peut s'attendre à ce qu'un choc économique, combiné à d'importantes mesures d'austérité, frappe de plein fouet la classe moyenne et les travailleurs. Le réarmement se fera également au détriment du système de protection sociale, qui reste important dans certains pays. Le mécontentement massif, qui existe déjà, ne fera que croître. Il en résultera une grave crise politique qui rendra impossible le maintien au pouvoir de ces politiciens de compromis ; ils devront céder leur place à des dirigeants plus résolus.

Abonne-toi !

Journal de la Ligue trotskyste de France

4 numéros+ *Spartacist* et les suppléments

France 5€
Hors de France 7€

iclfi.org/lb/subscribe

Commande : voir page 43

LE BOLCHEVIK
Où vont les États-Unis ?
Les tâches du mouvement ouvrier
Trump à la Maison Blanche, Le Pen aux portes de l'Élysée…
Il faut préparer la défense ouvrière !

Dans les pays européens opprimés par l'impérialisme, la dynamique politique est bien entendu différente. La Serbie et la Grèce ont été secouées récemment par des mouvements populaires de masse contre leur gouvernement, alimentés par la colère contre le pillage impérialiste. Dans ces pays, la petite bourgeoisie est beaucoup plus appauvrie, tout comme la classe ouvrière. La Grèce en particulier a déjà traversé une crise majeure dans les années 2010, qui a dévasté de larges pans de la population. Une crise économique et l'austérité auront un caractère beaucoup plus explosif dans ces pays, ce qui augmentera la menace d'un régime bonapartiste. D'autre part, on peut regarder vers la Hongrie pour se faire une idée de la direction que prendra l'Europe sur le plan politique. Le Premier ministre Viktor Orbán, un chrétien réactionnaire proche de la Russie et des États-Unis, a longtemps été la bête noire de l'UE pour son opposition au libéralisme. Aujourd'hui pourtant, il apparaît comme un politicien en avance sur son temps.

Compte tenu de la situation actuelle de la classe ouvrière, une crise économique risque d'avoir un effet démobilisateur plutôt que d'encourager la combativité de la classe ouvrière, du moins dans un premier temps. L'augmentation du chômage et la dévastation du niveau de vie de la classe ouvrière et de la classe moyenne ne constituent pas un contexte favorable aux luttes de la classe ouvrière. De plus, une crise économique ***accélérera*** la dynamique politique actuelle qui, pour l'instant, favorise les partis de droite anti-establishment. En effet, dans la dernière décennie la gauche n'a nulle part réussi à s'imposer comme force politique sérieuse, précisément en raison de son soutien au statu quo libéral, poussant ainsi de plus en plus de travailleurs vers la droite. De nombreux ouvriers ont vu leurs conditions de vie dévastées et, face à une gauche engluée dans le libéralisme, se sont tournés vers le poison anti-immigrés comme seul canal pour exprimer leur colère.

D'importantes luttes syndicales ont également eu lieu en 2022-2023, comme le mouvement des retraites en France et la vague de grèves en Grande-Bretagne. Ces luttes étaient d'importantes occasions pour faire pencher le rapport de force en faveur de la classe ouvrière et positionner le mouvement ouvrier comme une alternative réelle contre le statu quo. Mais tous ces mouvements ont été conduits à la défaite par leurs propres dirigeants, qui ont refusé d'organiser une véritable confrontation avec la bourgeoisie. Et le plus souvent ces traîtres étaient soutenus par l'extrême gauche. En Grèce récemment, nous avons assisté de nouveau à une occasion manquée avec le mouvement de Tempé, où les dirigeants du mouvement ouvrier se sont montrés totalement impotents. Ces trahisons ont gravement affaibli la position de la classe ouvrière et ont alimenté le glissement vers la droite.

Ce qui renforcera également les partis de droite, c'est que la gauche en Europe ***continue*** de s'accrocher au libéralisme, à l'UE, à l'écologisme ou aux armes pour l'Ukraine (une grande partie d'entre elle soutient maintenant ouvertement le réarmement) – toutes choses que les travailleurs détestent. Et la gauche continue d'adhérer aux « fronts populaires » de la bourgeoisie pour faire barrage à la droite, dont le seul effet est de renforcer l'attrait de celle-ci parmi les travailleurs et de discréditer davantage la gauche. La seule force de gauche issue des mouvements des années 2010 qui ne s'est pas encore complètement évaporée, c'est Mélenchon et La France insoumise. Mais eux aussi s'accrochent au poids mort du Parti socialiste et embrassent le front républicain anti-RN, ce qui ne fait qu'aider le RN à gagner des voix dans la classe ouvrière.

Dans ce contexte difficile, la tâche des communistes est de lutter au sein de la classe ouvrière pour la placer dans une meilleure position ***défensive***. L'heure n'est pas aux offensives inconsidérées. Des attaques massives se profilent à l'hori-

SPARTACIST

REVUE MARXISTE RÉVOLUTIONNAIRE

Publié en allemand, anglais, espagnol, français et grec ; inclus dans l'abonnement à tous les journaux de la LCI dans ces langues.

spartacist.org

Imago/Alamy

Athènes, 28 février : Manif monstre aux deux ans de la catastrophe ferroviaire de Tempé (57 morts). La lutte pour la justice contre le gouvernement grec et l'UE aurait pu changer le cours de la lutte des classes en Europe.

zon et le mouvement ouvrier en Europe est faible et divisé. Ses organisations ne sont plus que l'ombre de ce qu'elles étaient, et elles sont souvent des coquilles vides. Les syndicats sont pour la plupart stratifiés par statut d'emploi, divisés par profession et limités à certaines couches de l'aristocratie ouvrière. Les communistes doivent être à l'avant-garde de la lutte pour surmonter ces divisions, renforcer les organisations ouvrières et mener des actions défensives. Cependant, à chaque étape, cela doit se faire en ***opposition*** totale à la bureaucratie syndicale. Les communistes doivent forger des fractions luttant pour une stratégie communiste dans les syndicats capable de lier les besoins immédiats des travailleurs à la nécessité du pouvoir ouvrier, tout en dénonçant la trahison des bureaucrates syndicaux. C'est ainsi que les communistes pourront regagner leur autorité dans la classe ouvrière et saper l'attrait de la droite.

Il se peut que les restes affaiblis des mouvements libéraux contre la droite s'agitent encore un moment. Toutefois, il s'agira des derniers soupirs d'une espèce en voie de disparition. Avec la bourgeoisie libérale sous pression des États-Unis, et la petite bourgeoisie confrontée à la crise, il n'y aura plus de base sociale pour des mouvements libéraux de masse en faveur de la démocratie, des droits des immigrés, etc. Ce seront des couches de plus en plus petites de militants de gauche qui essaieront de les maintenir en vie, discréditant ainsi encore plus la gauche aux yeux de la classe ouvrière (c'est ce qu'on voit actuellement aux États-Unis). Nous devons intervenir dans ces milieux, mais il faut lutter avec ces militants de gauche pour qu'ils se réveillent, qu'ils abandonnent le libéralisme et qu'ils ***se tournent vers la classe ouvrière.*** Nous devons nous battre pour reconstruire les mouvements de défense des immigrés, des musulmans et contre la droite, mais en opposition à l'impasse du libéralisme et sur une ***base ouvrière*** et ***anti-impérialiste*** – y compris contre l'UE.

Ces tâches s'appliquent également aux pays opprimés (Balkans, Europe de l'Est, etc.), mais là, il s'agit de lier la lutte contre la misère à celle pour ***libérer le pays de l'oppression impérialiste.*** Cela exige également de dénoncer sans relâche les directions à la tête des masses, qu'il s'agisse de nationalistes, de staliniens ou de bureaucrates syndicaux, pour leur conciliation avec les États-Unis et l'UE. Ou encore pour leur refus de lier la lutte des masses à celle contre l'oppression étrangère du pays. C'est la seule voie pour unir tous les opprimés et les minorités nationales, et pour gagner les travailleurs et les jeunes à une ***stratégie de lutte de classe*** pour l'émancipation nationale et sociale des nations opprimées. ■

Éditorial…

(Suite de la page 2)

transgenre » (page 29) est une contribution pour réorienter ce mouvement et lui donner un programme marxiste.

Dans le Sud global, l'offensive des États-Unis aura des conséquences dévastatrices qui provoqueront probablement de grandes explosions sociales. Il suffit d'une étincelle. Ces explosions vont-elles se diriger contre les impérialistes, ou les travailleurs se dresseront-ils les uns contre les autres ? Tout dépend de la direction ouvrière. Notre tâche dans ces pays est d'opposer une stratégie prolétarienne anti-impérialiste à celle de la bourgeoisie nationale qui, quelle que soit sa posture, mettra toujours un frein à l'énergie révolutionnaire des masses. Le Sud global est pour nous une autre orientation majeure, qui a fait l'objet d'un panel lors de notre plénum.

Les États-Unis ont la Chine dans le viseur, et la défense de la République populaire est plus nécessaire que jamais. Mais, comme le fait remarquer l'article « La Chine face à Trump » (page 22), cela exige de combattre la stratégie du Parti communiste de Chine qui s'accroche à l'ordre mondial libéral agonisant. Nous avons écrit une lettre au PCC (voir page 26) présentant un programme internationaliste pour défendre l'État ouvrier.

La troisième orientation majeure de la LCI concerne la gauche marxiste. Notre petite Internationale doit se situer dans le contexte international et comprendre comment faire avancer notre perspective en partant des conditions objectives. Partout la gauche marxiste est faible et désorientée ; le plus souvent elle n'a guère d'influence sur les luttes de la classe ouvrière. C'est que, durant la période postsoviétique, elle n'avait pas centré ses tâches sur la lutte contre l'impérialisme américain (voir « L'hégémonie des États-Unis et la crise du mouvement révolutionnaire », page 18). Dans la période actuelle d'offensive impérialiste, cette tâche est essentielle pour la lutte des opprimés et pour forger une véritable unité entre marxistes. ***En avant vers une IV^{e} Internationale reforgée !*** ■

Contributions de la LCI à la Rencontre des forces internationalistes à Paris, mai 2025

L'hégémonie des États-Unis et la crise du mouvement révolutionnaire

Les deux articles suivants ont été présentés par la LCI pour la Rencontre des forces internationalistes à Paris de mai 2025.

* * *

Le mouvement révolutionnaire international traverse depuis plusieurs années une crise profonde. Cette crise n'est pas fondamentalement le produit de circonstances objectives, encore moins de conflits personnels ou de méthodes organisationnelles. ***S'il y a crise c'est que le mouvement marxiste n'a pas correctement posé ses tâches en fonction des réalités de la situation internationale.***

Après la chute de l'URSS la position internationale des États-Unis est devenue hégémonique. Mondialisation, Union européenne, libre-échange, privatisations : tout a évolué sous l'égide des USA, au détriment des travailleurs et sous la couverture idéologique du libéralisme. Il fallait donc lutter ***contre l'impérialisme américain et l'influence du libéralisme***. Si la gauche révolutionnaire est faible c'est qu'elle n'a même pas posé cette tâche.

La LCI n'a pas été épargnée par la désorientation politique postsoviétique. Notre organisation a été secouée par des crises internes successives, et ses interventions dans la lutte de classe étaient stériles et sectaires. Ce qui nous démarque aujourd'hui c'est que nous avons cherché à ***comprendre les origines de notre crise*** et que nous cherchons à ***mettre en pratique les leçons que nous en avons tirées***.

Aujourd'hui la situation mondiale évolue à pas de géant. Trump s'est débarrassé du masque libéral et poursuit une politique agressive et ouvertement réactionnaire pour contrer le déclin relatif des États-Unis. ***Il incombe aux révolutionnaires d'apporter des réponses claires aux grands problèmes de l'époque***.

Marxisme contre dogmatisme

Trop souvent la pensée marxiste est remplacée par des formules abstraites totalement déconnectées du développement historique et des dynamiques de la lutte de classe. C'est particulièrement le cas lorsqu'il s'agit des grands conflits mondiaux.

On sélectionne une série de faits arbitraires et on détermine si l'on a devant soi un « État impérialiste », un « État non impérialiste » ou alors un « État ouvrier ». Une fois l'étiquette sélectionnée, plus besoin de penser, on sort une petite formule mathématique : État impérialiste + État non impérialiste = défaitisme. Et voilà qui passe pour du marxisme !

Beaucoup se réclament de Lénine tout en oubliant ***les considérations politiques derrière son analyse***. S'il insistait sur le caractère inter-impérialiste de la Première Guerre mondiale ce n'était pas par dogmatisme mais pour avancer ***l'unité politique du prolétariat***. À l'époque de Lénine le monde était divisé entre une poignée d'empires coloniaux qui opprimaient la majorité des peuples et des nations. L'unité des opprimés était ***impossible*** tant que les travailleurs des pays impérialistes luttaient aux côtés de leur propre bourgeoisie pour défendre son droit d'opprimer d'autres nations.

Aujourd'hui comme hier, ***l'unité de la classe ouvrière contre la bourgeoisie doit être la considération première d'une analyse marxiste du monde.*** C'est d'ailleurs cette même considération qui permettra à l'avant-garde révolutionnaire internationale de mettre fin à ses divisions. ***La vérité est toujours concrète***, mettons de côté les formules vides et les abstractions et posons les tâches du prolétariat en fonction du développement historique de l'impérialisme.

L'impérialisme depuis 1945

Sur les décombres de la Deuxième Guerre mondiale les États-Unis ont forgé un nouvel ordre mondial. Rapidement les vieilles puissances coloniales ont cessé de jouer un rôle véritablement indépendant sur la scène internationale et sont devenues des partenaires de deuxième ordre dans un monde capitaliste dominé par le géant nord-américain.

La destruction de l'URSS en 1991 a fondamentalement changé l'équilibre des forces internationales, mais elle n'a pas changé l'alliance des puissances impérialistes. ***L'UE a été fondée avec l'accord et l'aide des États-Unis*** pour favoriser

l'expansion vers l'Est du capital financier. En Asie, le Japon, l'Australie et les USA ont de même travaillé ensemble pour exploiter le continent.

Aujourd'hui encore le monde est régi par l'Empire américain et ses institutions de l'après-guerre. Les pays néocoloniaux sont pillés par des dettes en dollars américains garanties par l'armée états-unienne. L'équilibre des forces internationales a certainement changé. ***Mais le monde n'a pas été redivisé. Il n'y a pas de nouvelles puissances impérialistes***. Nous sommes toujours dans un monde façonné par l'après-guerre et la chute de l'URSS.

Tous les jours Trump montre que les États-Unis ne vont pas abandonner leur position dominante sans mener une lutte sans merci contre leurs rivaux et les opprimés du monde. ***De penser que l'hégémonie américaine a déjà été brisée, sans guerre, sans crise, reflète une conception libérale pacifiste de l'histoire***. Le développement économique « pacifique » modifie constamment l'équilibre international, ***mais un ordre impérialiste naît et meurt par le fer et par le sang***.

La guerre en Ukraine

La guerre en Ukraine est le résultat d'une ***surextension des États-Unis***. Depuis 1991 ***c'est l'OTAN qui est en expansion constante, pas la Russie***.

Cela ne signifie en aucun cas que la Russie mène une guerre juste en Ukraine. La Russie cherche à ***dominer l'Ukraine*** et l'oppression nationale qui en résulte ne peut ***qu'empoisonner les relations*** entre travailleurs russes et ukrainiens. Il est vrai que la défaite de l'Ukraine représentera une défaite pour les États-Unis. Mais il s'agit d'une défaite qui n'engage pas directement l'armée états-unienne. Les États-Unis montrent déjà qu'ils sont prêts à abandonner l'Ukraine, trouver un accord avec les Russes et concentrer leurs ressources contre la Chine ; ***ce sont des évolutions prévisibles et réactionnaires.***

Il est totalement légitime pour les Ukrainiens de défendre leur indépendance. ***Mais il n'est pas légitime de lutter pour que les régions pro-russes retournent sous le joug de Kyiv.*** L'unité nationale autour de ce but chauvin, et l'alliance avec l'impérialisme occidental ***donnent un caractère réactionnaire à l'effort de guerre ukrainien***. D'ailleurs cette stratégie mine la défense nationale ukrainienne.

L'unité internationaliste requiert :

- Le rejet de l'impérialisme occidental
- La garantie mutuelle du droit d'autodétermination
- L'opposition aux bourgeoisies russe et ukrainienne
- La fraternisation et le défaitisme révolutionnaire

La Chine

Beaucoup considèrent la Chine comme une puissance impérialiste. ***Mais la Chine n'opprime aucune nation en dehors de ses frontières !*** Ses investissements à l'étranger sont entièrement dépendants des institutions mises en place par les États-Unis. Que ce soit en Ukraine, en Palestine ou dans les divers conflits africains, la Chine joue un rôle conservateur. ***L'instabilité politique sur la scène internationale ne provient pas de l'expansionnisme chinois, mais de l'impérialisme américain qui cherche à maintenir sa domination en étouffant la Chine.***

Certains partis révolutionnaires pensent que ***le capitalisme n'a jamais été aboli*** en Chine, d'autres pensent qu'il y a eu une ***restauration graduelle*** du capitalisme, ***sans contre-révolution***.

Oublions les catégories un instant, et regardons les faits :

- En 1949 une insurrection paysanne a ***libéré la Chine*** de l'oppression impérialiste et a ***chassé la bourgeoisie*** chinoise à Taiwan.
- Le Parti communiste chinois (PCC) a dirigé la révolution avec un programme ***bureaucratique stalinien***.
- Après la chute de l'URSS le PCC a entamé une politique de libéralisation économique tout en ***gardant la structure étatique et politique intacte***.

– Les travailleurs devaient-ils défendre les acquis de la Révolution chinoise de 1949 ? Oui !
– Devaient-ils soutenir la politique du PCC ? Non !
– Y a-t-il quelque chose à défendre en Chine aujourd'hui ? Oui !

Les travailleurs chinois ont tout à fait ***intérêt à lutter contre les États-Unis*** qui cherchent à asservir la Chine et détruire son économie. Ils ont aussi intérêt à ***défendre l'État chinois forgé dans la révolution*** qui a permis un développement économique inégalé dans l'histoire. Mais ils doivent aussi ***s'opposer au PCC*** qui ***concilie*** les capitalistes et ***mine les acquis*** de la révolution.

L'exemple de l'URSS montre le désastre que représente une contre-révolution capitaliste. On ne peut se permettre de répéter cette catastrophe !

Libération palestinienne

La guerre génocidaire d'Israël ***est une guerre d'oppression nationale***. La lutte de ***libération nationale*** palestinienne est une ***lutte juste***. Le rejeter, c'est capituler grossièrement devant l'impérialisme et le sionisme.

Cela dit, ***la libération palestinienne ne peut être gagnée avec une stratégie nationaliste bourgeoise***. Les tactiques et la politique du Hamas sont ***contre-productives*** pour la libération nationale palestinienne.

Il faut un programme unissant libération nationale et internationalisme prolétarien, en d'autres termes, le programme de la révolution permanente.

- L'impérialisme américain est la ***principale force réactionnaire*** dans la région.
- Il ne peut y avoir de libération nationale palestinienne sans destruction de l'État sioniste.
- L'oppression des travailleurs israéliens est ***renforcée*** par l'oppression des Palestiniens.
- L'unité prolétarienne ne peut être forgée qu'avec le ***respect mutuel*** des droits nationaux.
- Le nationalisme bourgeois est un ***obstacle*** à la lutte anti-impérialiste.

Analyse et programme

Les débats d'analyse reflètent les rapports de classe. La principale erreur des analyses marxistes contemporaines reflète la principale erreur politique : ***une conciliation de l'impérialisme américain sous sa forme libérale***. Il est tout aussi problématique de donner un caractère progressiste aux actions de la Russie, du PCC ou du nationalisme.

Contre ces deux pôles il faut ***une voie prolétarienne indépendante***. Cette alternative doit être forgée ***en lutte contre les dirigeants actuels du mouvement ouvrier*** qui partout mènent les travailleurs à la défaite et défendent les intérêts de « leur » bourgeoisie nationale.

Pour un travail syndical révolutionnaire

Partout dans le monde les syndicats sont aujourd'hui l'ombre de ce qu'ils étaient. Partout ils sont dirigés par des traîtres qui enchaînent concessions et défaites. Pourtant, malgré le besoin criant de directions combatives pouvant véritablement défendre la classe ouvrière, ***l'influence des partis révolutionnaires sur la classe ouvrière est faible et/ou en retrait***.

Cet échec ne s'explique pas par un simple manque d'effectifs mais par ***le refus ou l'incapacité de construire des oppositions conséquentes à la bureaucratie syndicale***. Pourtant les Thèses sur la tactique du III[e] Congrès du Comintern déclaraient :

> « L'Internationale Communiste a répudié les tendances sectaristes en prescrivant aux partis affiliés, ***si petits fussent-ils***, de collaborer aux syndicats, de participer ***à vaincre leur bureaucratie réactionnaire de l'intérieur même des syndicats et de les transformer en organisations révolutionnaires des masses prolétariennes***. » (souligné par nous)

Au fond si les organisations dites révolutionnaires ont failli c'est qu'elles poursuivent ***des stratégies erronées*** dans le travail en entreprise. La LCI n'a pas fait exception. Mais pour notre part nous avons ces dernières années tiré des leçons de nos échecs.

Les thèses suivantes se basent sur l'expérience de nos interventions dans les mouvements de grève qui ont récemment secoué plusieurs pays, notamment chez Boeing aux États-Unis. Mais tout aussi importante est notre expérience de conflits à plus petite échelle et de luttes quotidiennes dans un contexte international de réaction croissante.

Il faut une stratégie révolutionnaire

Le point de départ du travail révolutionnaire en entreprise est que ***la classe ouvrière a besoin d'un programme marxiste pour guider ses luttes***. Qu'on soit dans une période réactionnaire, de grèves économiques ou de grandes luttes politiques, un programme révolutionnaire est essentiel. Pourtant ***la majorité des organisations marxistes rejettent explicitement la lutte pour une direction révolutionnaire des syndicats.***

Quand on parle de guerre, tout le monde comprend qu'une armée doit être dirigée par un état-major cherchant à ***vaincre l'ennemi***. Si le haut commandement cherche à tempérer le conflit au lieu de le gagner, non seulement il rendra la victoire difficile, voire impossible, mais il déploiera des tactiques maximisant les pertes et minimisant les gains.

Il en va de même dans la lutte de classe. Les directions ouvrières qui cherchent la coexistence avec le capitalisme seront conciliantes à toutes les étapes de la lutte. Elles maximisent les défaites et n'avancent en rien les intérêts stratégiques des travailleurs. De son côté une direction révolutionnaire, loin de sacrifier les gains immédiats, ***emploie des tactiques pouvant maximiser les victoires partielles*** tout en ***avançant les intérêts historiques*** de la classe ouvrière.

Le danger opportuniste

Le problème le plus commun dans le travail en entreprise est la conciliation de la bureaucratie syndicale. ***Dans sa forme la plus droitière cette politique prend la forme d'un soutien ouvert aux directions syndicales non révolutionnaires***. Ce soutien est le plus souvent justifié par l'argument fallacieux qu'une direction « de gauche » encourage les travailleurs à lutter.

En tant que couche intermédiaire proche des capitalistes dans ses aspirations mais dépendant des travailleurs pour son influence, ***la bureaucratie syndicale ne joue pas un rôle indépendant dans la lutte de classe.*** Sa posture politique reflète les pressions venant de la bourgeoisie ou de sa base ouvrière. Mais fondamentalement la bureaucratie cherche à ***concilier*** le capitalisme. ***Si elle vire à gauche, ce n'est pas pour encourager la combativité des travailleurs, mais pour la maintenir autant que possible dans des canaux acceptables pour la bourgeoisie.***

Cela ne signifie pas qu'il ne soit jamais principiel de former un front uni avec une aile de la bureaucratie syndicale. Mais un bloc temporaire doit se constituer sur la base ***d'une réelle ligne de classe*** (par exemple dans une grève ou contre l'unité nationale), ***et il ne doit jamais imputer un rôle progressiste à la bureaucratie***. Le but d'un tel bloc n'est pas de cesser les hostilités mais de montrer ***en action*** la nécessité du programme révolutionnaire.

La critique de gauche

Dans bien des cas, la conciliation de la bureaucratie syndicale prend une forme indirecte. On fait une critique acerbe des directions ouvrières mais ***cette critique reste au niveau de la tactique et n'a pas pour objectif de remplacer ces traîtres par une direction révolutionnaire des syndicats.***

Cette approche ***limite le rôle des révolutionnaires à faire pression sur les directions actuelles.*** Une pression de gauche peut forcer la bureaucratie à déployer des tactiques et une posture plus combative ou même pousser les travailleurs à dépasser leur direction temporairement. Mais ***si l'on n'offre pas une stratégie fondamentalement différente*** à laquelle puissent se rallier les éléments d'une nouvelle direction, ***on condamne le mouvement à rester entre les mains de la bureaucratie***. Le moment venu celle-ci pourra saboter la lutte, quelle que soit la pression exercée sur elle entre-temps.

Critiquer les tactiques des directions syndicales sans chercher à construire une nouvelle direction sur la base d'une stratégie révolutionnaire, c'est s'attaquer aux symptômes de la maladie sans toucher à sa cause.

Le gauchisme antisyndical

Une politique sectaire envers les syndicats est tout aussi néfaste qu'une politique opportuniste. Bien qu'elle se couvre le plus souvent de verbiage radical, la conséquence pratique

est la même : l'absence d'alternative à la bureaucratie.

Certaines organisations associent la politique procapitaliste des directions syndicales aux organisations syndicales elles-mêmes. Ce faisant elles nient ce que tout travailleur conscient comprend intuitivement : même le plus réactionnaire des syndicats constitue un rempart contre le patron et un point d'appui pour l'action collective. Le résultat de cette position gauchiste réactionnaire est d'abandonner les travailleurs lorsque leur organisation est attaquée par l'État ou le patron et cela fait perdre aux « marxistes » toute crédibilité aux yeux des travailleurs.

L'abstentionnisme radical

Une expression moins réactionnaire mais tout aussi stérile de politique sectaire est de dénoncer la bureaucratie syndicale avec du verbiage révolutionnaire sans offrir quoi que ce soit pour répondre aux problèmes concrets des ouvriers. Au mieux cette approche est totalement stérile.

Avec de grandes proclamations sur la nécessité d'une révolution, on peut se donner à soi-même l'impression d'être de grands révolutionnaires, mais on n'avance en rien la conscience de classe. La seule manière pour véritablement augmenter l'influence des idées révolutionnaires, ***c'est en montrant comment elles sont essentielles pour faire avancer la lutte des travailleurs***.

L'aventurisme

Lorsqu'une organisation n'exerce aucune influence réelle dans une industrie il est facile de mettre de l'avant des revendications radicales sans se soucier du contexte politique et des obstacles à leur mise en œuvre. C'est une politique stérile, mais généralement sans impact. Beaucoup plus dangereux sont ceux qui exercent une vraie influence et qui lancent les travailleurs à l'offensive alors que les conditions ne sont pas propices.

Critiquer la bureaucratie en se fondant uniquement sur son manque de radicalité a pour conséquence pratique de pousser constamment à des actions plus radicales. À défaut d'une conception révolutionnaire plus large de la situation politique, cela donne des résultats caricaturaux où des petits groupes de travailleurs isolés se lancent à l'offensive ou restent en grève alors qu'ils n'ont aucune chance de remporter la victoire. Cette politique démoralise l'avant-garde et peut mener à des conséquences catastrophiques bien pires qu'une simple politique de conciliation.

Une direction révolutionnaire doit guider la lutte de classe à l'offensive comme à la défensive, pas appeler à l'offensive en toute circonstance !

L'économisme

La pression du travail en entreprise tend à limiter l'horizon politique aux problèmes les plus immédiats. La tâche des révolutionnaires est non seulement d'offrir aux travailleurs une perspective plus large de leur oppression mais de leur ***montrer qu'une conception générale des rapports de classe, du contexte politique et des conditions internationales est essentielle pour mener à bien les luttes, aussi modestes soient-elles.***

Une conception économiste du travail syndical s'accommode au contraire à la conscience politique des couches retardataires de la classe ouvrière. Par exemple, face aux tensions raciales, la réponse économiste est de prôner abstraitement l'unité contre les patrons. Ce faisant on n'explique pas ***pourquoi les travailleurs ont tout intérêt à lutter activement contre l'oppression raciale***. On cherche à « maintenir l'unité » non pas sur la base d'une conscience de classe supérieure mais selon le plus petit dénominateur commun. ***Les antagonismes qui divisent les travailleurs sont ainsi préservés.***

Programme minimum et maximum

Le travail révolutionnaire en entreprise est nécessairement un travail concret. Il doit s'attaquer aux problèmes les plus pressants que confrontent les travailleurs dans leur quotidien. Cela ne rend pas pour autant ce travail réformiste ; ***pour surmonter les obstacles qui maintiennent la classe ouvrière docile et divisée il faut une compréhension marxiste de la société capitaliste.***

C'est en mettant le programme marxiste en pratique contre la bureaucratie procapitaliste – le principal obstacle à la conscience de classe – ***que le travail syndical devient un travail révolutionnaire***. La synthèse entre programme minimum et programme maximum se fait précisément ***lorsqu'une conception révolutionnaire large est employée pour guider les luttes immédiates du prolétariat***. Les erreurs énumérées dans ce document ont toutes pour point commun de briser ce lien essentiel.

* * *

Pour voir comment la LCI met ces principes en application consultez : iclfi.org/t/fr/syndicats ■

La Chine face à Trump

Lintao Zhang/Getty ; Tom Williams/CQ-Roll Call

« Dans un monde plein d'incertitudes, la Chine continuera à chercher à se donner la main plutôt qu'à donner des coups, à supprimer les barrières plutôt qu'à ériger des murs… »

– Porte-parole du ministère des Affaires étrangères, 15 avril 2025

Le mémorandum ci-dessous, soumis par le camarade Qimin, a été adopté au plénum du Comité exécutif international de la LCI en avril.

Des libéraux de l'Élysée aux staliniens de Zhongnanhai, un grand front uni d'indignation s'est dressé contre Trump. En réponse au « Monsieur droits de douane », le régime de Xi Jinping tonne qu'il se battra jusqu'au bout. Mais pour le Parti communiste de Chine (PCC) il s'agit avant tout de défendre son propre modèle de croissance qui dépend du système économique international régi par les États-Unis. Comme le disait Martin Wolf dans le *Financial Times* (1er avril), « dans le monde d'aujourd'hui, les États-Unis sont une puissance révolutionnaire, plus précisément une puissance réactionnaire, tandis que la Chine soi-disant communiste est une puissance du statu quo ». En effet, c'est bien pour ***défendre*** l'ordre libéral mourant que la Chine a rapidement décrété une série de contre-tarifs douaniers.

Après le « jour de libération » de Trump les lubies du PCC ont été mises en évidence. Le chaos créé par Trump conduirait soi-disant les autres pays à se rapprocher graduellement et pacifiquement de la Chine. Il est bien probable que de manière temporaire il y ait du tapage diplomatique et que certains pays se rapprochent en effet de la Chine. Mais, à terme, l'étau impérialiste de Trump forcera la grande majorité des États dans l'orbite américaine à se rallier à une alliance antichinoise.

La gauche pense soit que la République populaire de Chine (RPC) est une puissance impérialiste montante, soit qu'elle est le fer de lance de l'anti-impérialisme. Ces deux caractérisations sont fondamentalement erronées car toutes deux supposent que le PCC cherche à bouleverser l'ordre américain. Au fond, ce qui caractérise les dirigeants chinois, c'est leur ***bureaucratisme conservateur***. Sous la pression des impérialistes, le PCC, à sa manière bien stalinienne, doit défendre l'État ouvrier. Pourtant son objectif essentiel n'est pas de briser et de remplacer l'ordre mondial américain mais de rester numéro deux.

Pour paraphraser Gramsci, le vieux monde se meurt, le nouveau monde tarde à apparaître et dans ce clair-obscur surgissent les monstres. Si l'on est dans un tel scénario aujourd'hui, c'est que les bureaucrates septuagénaires du PCC ne veulent pas combler le vide causé par la décomposition de l'ordre mondial américain. En refusant de lutter pour un ordre socialiste mondial ils pavent la voie à de violentes crises en Chine et à travers le Sud global. Aujourd'hui ***aucun*** pays, à l'exception de la Chine, n'est en mesure de supplanter

l'empire américain. C'est pourquoi, malgré le pourrissement avancé de l'industrie américaine, le reste du monde continue de se plier aux diktats de Washington et de Wall Street.

Mais peu importe ce que veut la Chine, son ancien modèle qui dépendait de la mondialisation ne peut perdurer du moment que Trump et C[ie] font voler en éclat ce système dépendant des États-Unis. Xi Jinping peut convoquer à Beijing autant de milliardaires qu'il veut, les impérialistes sont désormais déterminés à étrangler la République populaire, même si cela implique de ne plus profiter de la main-d'œuvre chinoise bon marché.

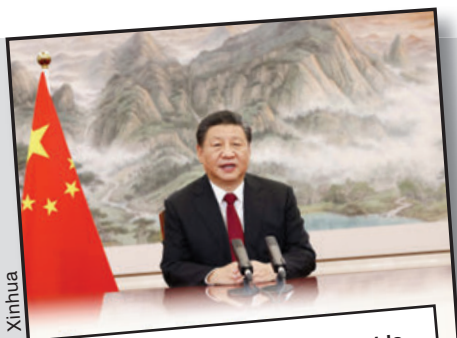
Mais que fait le PCC ? Il poursuit le même vieux modèle exportateur causant des baisses de salaire pour les travailleurs et les jeunes et l'envolée du taux de chômage. La RPC continue de dépendre principalement du dollar pour ses échanges commerciaux, faisant de l'économie l'otage de Wall Street et de la Réserve fédérale. Du fait de luttes intestines entre bureaucrates pour quelques privilèges mesquins, d'énormes déséquilibres économiques se perpétuent, avec pour conséquence que des ouvriers ne sont pas payés pendant des mois. Pour satisfaire les impérialistes, les capitalistes chinois sont autorisés à réaliser des profits gigantesques dans des secteurs de première nécessité tels que la santé, l'éducation et le logement.

Wang Yi, le ministre chinois des Affaires étrangères, a récemment réaffirmé l'adage du PCC selon lequel « la mondialisation économique est irréversible » (Xinhua, 24 février). C'est une vision ***objectiviste*** de l'histoire où la division internationale du travail et de la production ne peut que continuer à se développer au fil du temps. La prospérité et la paix sont censées découler de cette configuration rationnelle. Ce que le PCC nie, c'est que l'expansion de l'économie mondiale avait pour condition essentielle l'hégémonie américaine, où la flotte américaine régnait sur les océans. Avec sa perspective le PCC nie aussi que la décadence de l'impérialisme fait obstacle à l'internationalisation des forces productives, et cela le mène nécessairement à rejeter la lutte contre l'impérialisme.

Ce refus de reconnaître que la mondialisation avait pour condition la domination des États-Unis a de graves conséquences stratégiques pour la Chine. Par exemple, le PCC s'accroche à l'illusion que l'UE peut devenir un pôle géopolitique autonome. Les difficultés économiques de la Chine dues à la pression douanière américaine sont censées être résolues par le commerce avec le continent européen – comme si l'Europe n'était pas dépendante des États-Unis et alignée sur eux. Les « grandes » puissances du continent dépendent du Trésor américain pour leur renflouement en cas de récession, et leurs armées ne peuvent pas combattre plus de quelques semaines sans l'aide américaine. De plus, les impérialistes européens ne veulent pas qu'un État ouvrier devienne l'architecte d'un ordre alternatif (et d'ailleurs les capitalistes du Sud global ne le veulent pas davantage).

Les illusions pacifistes du PCC sur l'ordre mondial sont inhérentes à sa nature de caste bureaucratique. Xi Jinping et sa bande veulent protéger leur domination parasitaire sur la République populaire et son économie dirigée par l'État. Comme la bureaucratie n'a pas la lutte des classes comme boussole pour guider ses actions et qu'elle se base sur le « socialisme dans un seul pays », elle ne peut que chercher à s'accommoder à l'impérialisme mondial. Même lorsque la bureaucratie est poussée à la confrontation, sa perspective nationale étroite la conduit à rechercher des accords avec les impérialistes au détriment de la lutte anti-impérialiste internationale. En fin de compte, comme elle rejette le socialisme international, elle ne peut que s'accrocher à l'illusion d'une « coexistence pacifique ». Le nœud du problème, c'est que les capitalistes ne considèrent ***pas*** qu'une coexistence pacifique soit possible avec un État ouvrier.

Il ne fait pas de doute que les staliniens chinois se voient obligés de prendre une posture plus belliqueuse à l'égard des impérialistes américains. Mais en faisant cela ils restent motivés par la défense de leurs propres privilèges. S'ils font un virage à gauche il sera accompagné de répression et de mesures bureaucratiques qui affaibliraient la défense de l'État ouvrier. Au lieu de considérer les ouvriers et les paysans chinois comme des ennemis potentiels à surveiller et à maîtriser, des communistes dignes de ce nom chercheraient à orienter l'énergie des masses vers la lutte contre l'impérialisme.

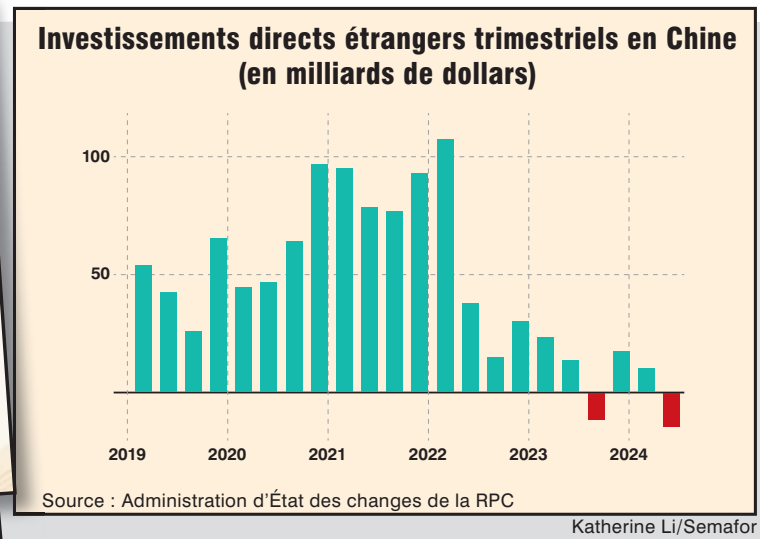


Xinhua

« La mondialisation économique est la tendance de notre époque. Voyons les grands fleuves qui coulent vers la mer. Ils se heurteront à des contre-courants, mais aucune entrave ne saurait empêcher leur mouvement impétueux. »

Xi Jinping

Adresse au Forum économique mondial de Davos, 17 janvier 2022



Katherine Li/Semafor

Non, camarade Xi. Le PCC s'accroche à la mondialisation libérale mais l'investissement étranger s'effondre.

Imago/Alamy

Beijing, 1er octobre 2019 : Missiles nucléaires Dongfeng lors du défilé du 70e anniversaire de la RPC.

Sans une perspective pour le socialisme mondial, la Chine peut se faire isoler. Les maoïstes nationalistes disent que ce ne serait pas un problème parce que la Chine d'aujourd'hui n'est pas la Chine technologiquement arriérée du Grand Bond en avant. Mais même l'Union soviétique de Brejnev, qui était à égalité avec les États-Unis sur le plan militaire, n'a pas pu briser l'encerclement impérialiste. De l'URSS de Brejnev à la Chine de Xi, en l'absence d'un plan élaboré par la démocratie soviétique, le commandement bureaucratique restreint le progrès technique et le niveau de vie des masses. Aujourd'hui encore, les plans du PCC visant à automatiser la production mettent en péril des millions d'emplois dans l'industrie manufacturière.

Le statu quo n'est pas tenable. S'opposer aux impérialistes impliquerait également de s'attaquer aux capitalistes chinois. Cela pourrait être explosif au sein même de la bureaucratie, car beaucoup de bureaucrates ont des liens matériels avec cette classe. Changer radicalement de cap provoquerait également des chocs qui feraient surgir le spectre d'un soulèvement des masses. En fin de compte, les staliniens ne peuvent pas offrir de voie de salut à la Chine, quel que soit le visage qu'ils présentent. Un programme révolutionnaire internationaliste est la seule issue pour un État ouvrier assiégé. C'est la leçon à tirer de la destruction de l'Union soviétique. Le choix pour la Chine est en dernier ressort soit la révolution politique, soit la contre-révolution sociale. L'autarcie stalinienne ne fera que retarder l'inévitable.

Conflits mondiaux

La Chine est aujourd'hui la première puissance industrielle du monde. Sa capacité de construction navale est 232 fois supérieure à celle des États-Unis. Pourtant, l'influence réelle de la Chine sur les événements mondiaux est minuscule par rapport à sa puissance économique et militaire objective. L'Armée populaire de libération (APL) n'apparaît nulle part dans les grands conflits mondiaux.

L'OTAN accuse la Chine d'aider la Russie dans sa guerre en Ukraine avec des technologies à usage militaire. En réalité la Chine n'a pas envoyé une seule balle ni un seul obus. Elle soutient économiquement la Russie en profitant des sanctions pour se procurer du gaz bon marché (et en inondant Moscou de voitures). Mais le commerce, ce n'est pas la même chose que l'aide militaire directe comme celle que les Américains accordent en masse à l'Ukraine de Zelensky. Le représentant de la Chine au Conseil de sécurité des Nations Unies disait en faisant allusion à la durée de la guerre : « Si la Chine avait réellement procuré des armes à la Russie, la situation sur le champ de bataille ne serait pas là où elle en est aujourd'hui » (un.china-mission.gov.cn, 16 janvier).

On peut en dire autant du génocide israélien à Gaza. Contrairement à l'aide militaire soviétique aux Palestiniens, il n'y a pas de missiles de l'APL entre les mains du Hamas ou du Hezbollah. À la place il n'y a que des appels à revenir au « droit international ». Le manque d'engagement de la Chine dans le conflit palestinien réfute les affirmations selon lesquelles la Chine serait une puissance impérialiste ou que le PCC serait une force anti-impérialiste. Si l'une ou l'autre de

ces affirmations était vraie, la Chine interviendrait massivement pour porter un coup aux Américains. Sous une direction internationaliste révolutionnaire, la République populaire chercherait à forger une alliance anti-impérialiste avec les travailleurs et les opprimés du Sud global. Si des combattants palestiniens équipés de missiles Dongfeng et de nuées de drones frappaient les impérialistes au Moyen-Orient, non seulement cela favoriserait leur propre libération, cela limiterait également la capacité des impérialistes à étrangler la Chine par une escalade militaire dans la première chaîne d'îles.

Taiwan

Et puis il y a Taiwan. Les impérialistes multiplient les projections sur le moment et les modalités d'une guerre. Pour les États-Unis, Taiwan est un atout trop précieux pour être abandonné. Militairement, c'est un porte-avions insubmersible tout près du continent. Économiquement, c'est là que sont fabriqués la majorité des semi-conducteurs de pointe. Et surtout, il y a l'utilité politique de Taiwan : à la fois comme exemple de « démocratie libérale » chinoise servant à fustiger les staliniens et comme piège pour une invasion par l'APL qui pourrait faire voler en éclats une bureaucratie fragile et ouvrir la voie à la contre-révolution.

Quant au PCC, tant qu'il développera l'économie chinoise dans le cadre de l'ordre américain, il ne voudra franchir aucune ligne rouge concernant Taiwan. Mais si Beijing est expulsé de l'ordre américain (contre la volonté du PCC), les risques de guerre à propos de Taiwan pourraient augmenter. Une grave récession économique pourrait également rendre la guerre une option attrayante pour le régime. Cependant, une réunification armée selon le modèle « un pays, deux systèmes » voudrait dire conquérir Taiwan avec un programme qui serait un ***repoussoir*** pour le prolétariat et ***maintiendrait*** le capitalisme, ce qui maximiserait l'opposition à la RPC. Les trotskystes cherchent au contraire une réunification révolutionnaire par l'extension de la révolution sociale à Taiwan avec y compris un élargissement des libertés démocratiques pour la classe ouvrière, et par la révolution politique sur le continent, où les travailleurs prendraient les rênes du pouvoir.

Zhu Wei/Xinhua

Voie ferrée en construction en Malaisie (avril 2023) dans le cadre des nouvelles routes de la soie. Le projet a été maintenu malgré les manifestations.

S'alignant sur l'agressivité de Trump, la bourgeoisie collabo de Taiwan fait monter les enchères en expulsant les influenceurs favorables à l'unification. Elle a également accepté de construire plusieurs usines de fabrication de semi-conducteurs aux États-Unis. Il est clair que les travailleurs taiwanais craignent la guerre et souhaitent donc maintenir le statu quo. Cependant, ce statu quo est en train d'être détruit par les maîtres impériaux de l'île. Cela rend la lutte contre l'impérialisme américain urgente, et ni les partis capitalistes taiwanais ni les staliniens ne peuvent la mener. Après tout, ces derniers veulent préserver le capitalisme dans l'île et cherchent donc à s'allier à la bourgeoisie taiwanaise. Seule une lutte révolutionnaire prolétarienne contre la domination américaine pourrait mobiliser les masses laborieuses. Ce serait également la meilleure garantie de paix dans le détroit de Taiwan : en sortant les Américains, l'APL aurait moins de raisons d'envahir le territoire.

Commerce international

L'ensemble de la stratégie de développement du PCC repose sur les exportations, qu'il s'agisse de chaussures Nike dans les années 1990 ou de voitures électriques conçues par la Chine aujourd'hui. Cela s'est traduit par l'intégration et la participation au commerce international via le dollar. Pendant des décennies, les dollars gagnés par les exportateurs chinois en surexploitant leur classe ouvrière ont été recyclés dans le Trésor américain, ce qui finançait la croissance américaine alimentée par la dette. Cela a permis en même temps aux capitalistes américains de délocaliser leur industrie et d'affaiblir leur prolétariat sans pour autant entraîner un effondrement du niveau de vie.

Contrairement à ce qu'affirme Xi Jinping, les échanges commerciaux entre la Chine et les États-Unis n'ont ***pas*** été « mutuellement bénéfiques et gagnant-gagnant ». Du côté chinois, d'énormes ressources économiques ont été consacrées aux exportations plutôt qu'à la consommation, avec pour résultat que 900 millions de personnes vivent avec moins de 3 000 yuans par mois (environ 412 dollars américains). En doublant la mise sur ce modèle, même avec des produits de haute technologie, le régime de Beijing rend l'économie plus vulnérable aux droits de douane que l'économie américaine.

Depuis 2013, la bureaucratie de Xi Jinping s'efforce consciemment de réduire sa dépendance vis-à-vis du dollar américain. D'où l'initiative « des nouvelles routes de la soie » et de l'« internationalisation du renminbi ». Au lieu de continuer à acheter des bons du Trésor américains, la Chine allait utiliser les dollars pour construire des infrastructures à l'étranger et pousser les autres pays à commercer en yuans. Le problème, c'est que si on ***ne rompt pas*** politiquement et économiquement avec les impérialistes, on se retrouve toujours avec des échanges en dollars, mais en passant par des intermédiaires.

Bien que la non-convertibilité du yuan constitue un outil important pour la Chine afin de protéger son économie, elle signifie également que les échanges internationaux en yuans relèvent essentiellement du troc bilatéral. Le yuan reste en grande mesure indexé sur le dollar afin de maintenir les exportations et de garantir que la Chine soit un élément

Lettre ouverte au Comité central du Parti communiste de Chine

La lettre suivante a été remise à la Mission permanente de la République populaire de Chine à l'ONU.

Premier Mai 2025

Chers camarades,

Le gouvernement Trump mène actuellement une campagne d'agression économique, politique et militaire contre la Chine. Dans ce contexte, la Ligue communiste internationale se tient fermement aux côtés de la République populaire de Chine. L'agression impérialiste américaine contre la Chine ne vise pas seulement le peuple chinois : c'est une menace contre les conditions de vie économiques et sociales de l'ensemble du prolétariat international.

En tant que trotskystes authentiques nous considérons qu'il est du devoir de tous les communistes de s'opposer aux attaques américaines contre la Chine et de défendre inconditionnellement les acquis de la Révolution de 1949. Bien que nos forces soient modestes, nous sommes déterminés à lutter pour cette cause, depuis les centres impérialistes jusqu'aux pays du Sud global.

Nous sommes aux côtés de la Chine aujourd'hui, tout comme nous avons lutté de toutes nos forces contre la contre-révolution en Union soviétique et en Europe de l'Est à la fin des années 1980 et au début des années 1990. Il est de la plus haute importance que la catastrophe qui a frappé l'Union soviétique ne se répète pas en RPC. C'est dans cette perspective, et en tirant les leçons de notre propre expérience, que nous vous écrivons cette lettre. Avant tout, nous craignons que la politique actuelle du Parti communiste de Chine ne répète les erreurs commises par le Parti communiste soviétique.

1) Seule la classe ouvrière internationale peut défendre la Chine

Nous avons l'intime conviction que, pour défendre la RPC, seuls la classe ouvrière internationale et les peuples opprimés du monde sont des alliés vraiment fiables. Nous pensons qu'il est extrêmement dangereux d'accorder la moindre confiance aux institutions internationales multilatérales mises en place par les États-Unis : elles seront toujours inféodées aux intérêts capitalistes. Les puissances européennes, le Japon et d'autres alliés proches des États-Unis peuvent aujourd'hui paraître critiques à l'égard du gouvernement Trump, mais ils se mettront au garde-à-vous quand leur maître les sifflera.

Quant à la Russie et aux pays du Sud global, ils ont certes un intérêt matériel à renforcer leurs liens économiques avec la Chine. Cependant, ils sont tous dirigés par des cliques capitalistes ou bureaucratiques qui feront toujours passer leurs propres intérêts réactionnaires avant ceux de la classe ouvrière. S'ils doivent choisir entre l'impérialisme américain et le socialisme, ils choisiront le premier. La RPC ne doit accorder aucune confiance à des amis aussi peu fiables. Elle doit se tourner vers les travailleurs.

Dans le Pacifique, les impérialistes cherchent à encercler la Chine et multiplient les provocations à propos de Taiwan. Nous devons appeler les travailleurs et les paysans de la région à constituer un front unique anti-impérialiste. Les peuples de l'Asie orientale ont un intérêt commun à s'opposer à l'impérialisme japonais et occidental. Il n'y a pas de meilleur moyen de contrecarrer les desseins réactionnaires des États-Unis que de transformer la RPC en phare de la libération nationale et sociale.

Au Moyen-Orient, nous pensons qu'au lieu d'invoquer le « droit international », qui a toujours été une loi de brigands, la RPC doit s'engager activement au côté des peuples dans leur lutte pour se libérer de la domination impérialiste. La RPC doit fournir d'urgence un soutien matériel multiforme et de grande envergure à la lutte palestinienne. De tels actes concrets de solidarité internationale ne manqueront pas de gagner des millions de partisans dans le monde musulman. De plus, un coup porté aux plans des États-Unis en Asie occidentale saperait fondamentalement le pivot américain vers l'Asie orientale.

En formulant ces recommandations, nous ne prétendons pas avoir découvert quelque chose de nouveau. Nous cherchons

stabilisateur dans l'ordre américain. De fait, les BRICS brassent beaucoup de vent sur la « dédollarisation » mais toutes leurs monnaies reposent sur le dollar. La République populaire devrait au contraire établir une monnaie convertible adossée à une valeur réelle, comme l'or, qui aurait de ce fait une diffusion mondiale. Pour empêcher une éventuelle fuite des capitaux hors de Chine, il faudrait exproprier les biens des capitalistes chinois sous contrôle ouvrier. Créer les bases d'un système alternatif d'échanges commerciaux internationaux fondé sur les intérêts du prolétariat international et où les échanges se feraient en dehors du dollar porterait directement atteinte à l'impérialisme américain.

Pour rompre ainsi avec l'hégémonie américaine il faut vaincre le programme du « socialisme dans un seul pays » de la bureaucratie du PCC. Il ne s'agit pas de retourner à la pauvreté autarcique de la période maoïste mais de lutter pour l'extension internationale de la révolution sociale. Nous ne voulons pas dire par là que la Chine doive exporter la révolution par les armes, mais que sa politique commerciale et sa politique étrangère doivent servir les intérêts du prolétariat international. C'est le meilleur moyen de préserver la République populaire.

En revanche, de nombreux projets des routes de la soie ont été construits par des travailleurs chinois, souvent au détriment de la classe ouvrière locale. Là où cette dernière n'est pas exclue, les projets des routes de la soie s'accompagnent de campagnes antisyndicales. Cela attise le nationalisme ***contre*** la Chine dans les pays du Sud global et rend beaucoup plus difficile de montrer aux travailleurs qu'ils ont un intérêt à la défendre.

Les plans de développement devraient être élaborés dans l'intérêt de la classe ouvrière ***internationale***. À l'heure actuelle, l'énorme flot d'exportations de la Chine entraîne la désindustrialisation partout dans le Sud global. Des milliers

simplement à appliquer aux conditions d'aujourd'hui la politique adoptée par Lénine après la Révolution de 1917. En réponse à l'encerclement impérialiste et aux menaces contre-révolutionnaires, il avait fondé le Comintern et rallié les travailleurs du monde à la grande cause de l'émancipation internationale du prolétariat.

2) Le plus grand danger est à l'intérieur

Nous ne devons jamais oublier que l'Union soviétique n'a pas été vaincue par les armes mais à cause des failles internes du régime. La RPC a fait des pas de géant sur le plan technologique, industriel et militaire, ce qui la met en mesure de résister à l'agression impérialiste. Cependant, sur le plan intérieur, la RPC se trouve dans une situation beaucoup plus vulnérable. En ce sens, nous sommes d'accord avec l'avertissement suivant de Mao Zedong :

> « Les impérialistes et les réactionnaires du pays ne se résigneront jamais à leur défaite ; ils se débattront jusqu'à la fin. Même quand la paix et l'ordre auront été rétablis dans l'ensemble du pays, ils continueront par tous les moyens à se livrer au sabotage et à provoquer des troubles, et chercheront à tout instant à rétablir leur domination en Chine. Cela est certain, indubitable ; nous ne devons donc en aucun cas relâcher notre vigilance. »
>
> – « Le peuple chinois est debout » (21 septembre 1949)

La classe capitaliste exerce aujourd'hui en Chine une grande influence économique et politique. La croissance de cette classe constitue une menace directe pour la survie de la République populaire. Ses paroles de « loyauté » ne doivent pas nous faire perdre de vue le fait qu'***elle tentera de rétablir sa domination***. De plus, les rapports économiques capitalistes exacerbent l'injustice, l'exploitation et la corruption en Chine. Cela rebute le prolétariat, qui constitue la colonne vertébrale de la RPC.

Face au cancer des divisions internes, nous proposons les mesures suivantes :

- Les capitalistes chinois doivent être expropriés et l'industrie tout entière doit être placée sous le contrôle de l'État.
- Les fonctionnaires du Parti ne doivent pas recevoir une rémunération supérieure à celle du travailleur moyen.
- Les travailleurs doivent pouvoir exercer démocratiquement leur autorité sur l'industrie et l'État, avec la liberté totale d'exprimer leurs opinions et leurs divergences.

Pour être efficaces, ces mesures ne doivent pas reposer sur l'autosuffisance nationale, mais s'inscrire dans un plan de construction socialiste internationale. La RPC doit coordonner son plan économique avec les besoins et les aspirations des travailleurs du Sud global. Elle doit s'opposer directement à l'étranglement du monde par le système du dollar américain. En même temps, il faut tendre la main aux travailleurs des pays impérialistes et les soutenir dans leurs luttes contre notre ennemi commun. Ces mesures prises ensemble couperont l'herbe sous le pied des forces contre-révolutionnaires nationales, renforceront la solidarité internationale de la classe ouvrière et favoriseront la prospérité économique commune.

Enfin, nous devons aborder la question nationale en Chine. Il ne fait aucun doute que les impérialistes cherchent depuis toujours à manipuler le nationalisme et le régionalisme pour asservir la nation chinoise. Cependant, la réponse aux aspirations nationales des Ouïghours et des Tibétains ne doit pas être la répression et l'assimilation. Cette politique ne peut que pousser ces peuples dans les bras de la contre-révolution. Nous devons nous rappeler les débuts du PCC, lorsqu'il défendait le droit à l'autodétermination. Lénine nous a enseigné que l'unité entre les peuples ne peut être forgée qu'en s'opposant à toute forme d'oppression nationale. Ce n'est qu'en accordant le droit à l'autodétermination que l'on pourra construire une véritable unité socialiste contre l'impérialisme.

Bien sûr, nos propositions nécessiteront une lutte au sein du parti et dans toute la RPC. Mais si ce combat se fonde sur les luttes et les aspirations de la classe ouvrière, la victoire est assurée. Ce n'est pas seulement la voie juste, c'est la seule voie.

À bas l'impérialisme américain !

Défendons la République populaire de Chine !

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Salutations communistes,

G. Perrault

pour le Secrétariat international

Ligue communiste internationale
(quatrième-internationaliste)

de sidérurgistes sud-africains risquent le licenciement non seulement en raison des menaces douanières américaines mais aussi à cause des surcapacités chinoises. Il faudrait au contraire fixer des quotas de production sous le contrôle conjoint des travailleurs des deux pays. Au lieu d'exclure les travailleurs locaux, les fabricants chinois qui s'installent à l'étranger devraient être placés sous l'autorité de la RPC, avec des travailleurs locaux embauchés avec des conventions collectives. Le versement d'un salaire décent à ces travailleurs couperait totalement l'herbe sous le pied des impérialistes, qui ont pour mode opératoire de verser des salaires de misère ; et cela gagnerait à la République populaire des millions d'ardents défenseurs.

Si de véritables bolchéviks étaient aux commandes, les travailleurs des usines chinoises à l'étranger recevraient une formation politique dans le but d'encourager la lutte anti-impérialiste prolétarienne. Alors que les impérialistes tentent d'évincer la Chine des pays du Sud global, la République populaire devrait s'appuyer sur les travailleurs et non sur les bourgeoisies locales, qui sont lâches et opportunistes, pour défendre ses usines. De plus, l'industrialisation du Sud global permettrait à des milliards de personnes de sortir de la pauvreté tout en stimulant la consommation et le niveau de vie en Chine.

Stagnation économique

Le sentiment aigu de crise en Chine vient du fait que le régime s'accroche à l'ancien modèle économique alors même que les Américains le mènent droit au gouffre. Cela explique les chaises musicales de plus en plus rapides au sein du Comité central, et les « mesures disciplinaires » prises à l'encontre des ministres de la Défense, de l'Agriculture et de la Technologie. De plus, un effondrement de l'économie mondiale donnerait aux impérialistes américains l'occasion d'augmenter

massivement les sanctions contre la Chine. Mettre fin aux importations chinoises bon marché va de pair avec la tentative des impérialistes de réindustrialiser l'Occident.

Un ralentissement majeur de l'économie mondiale serait un choc économique énorme pour la Chine. Mais la bureaucratie ne peut pas se permettre d'avoir des millions de travailleurs au chômage, ce qui pourrait conduire à un nouveau Tiananmen comme en 1989. L'économie se retrouverait probablement dans un état zombie, avec des usines improductives maintenues en activité pour garder les gens au travail. Comme le disait la vieille blague soviétique, « ils font semblant de nous payer, et nous faisons semblant de travailler » (bien qu'en Chine ce soit 72 heures par semaine). Aujourd'hui déjà, des industries d'État produisant de l'acier de qualité médiocre sont maintenues en activité malgré l'effondrement du secteur de la construction. Une telle stagnation à la Brejnev ferait perdre du terrain à la Chine dans la course technologique contre l'Occident. C'est déjà le cas avec le marasme dans l'immobilier où le prix des logements est soutenu par des sociétés immobilières ***d'État*** qui achètent des terrains dans le cadre de ventes aux enchères ***organisées par l'État***. Les jeunes disent déjà du régime que c'est « l'heure des poubelles ».

L'économie dépend de plus en plus du secteur public. Les investissements étrangers ont été réduits à trois fois rien tandis que d'énormes crédits publics sont consacrés aux usines de panneaux solaires et de véhicules électriques. Bien sûr c'est un élément extrêmement progressiste. L'électrification et l'automatisation à grande échelle pourraient se traduire par une hausse significative du niveau de vie et une réduction rapide du temps de travail. On pourrait consacrer des ressources aux besoins sociaux et gravir « les trois grandes montagnes », la santé, l'éducation et, de plus en plus, les soins aux personnes âgées.

Mais le gouvernement des parasites du PCC fausse la planification économique et empêche les travailleurs de jouir des fruits de leur labeur. Des fermes solaires sont restées déconnectées du réseau électrique pendant des années car des petits bureaucrates provinciaux préféraient construire des centrales thermiques fonctionnant au charbon local. Vingt millions de voitures électriques peuvent être produites par an mais le travailleur moyen peut à peine s'en offrir une. L'économie d'État doit être placée sous contrôle ouvrier, et doit fonctionner dans l'intérêt des masses, non des bureaucrates.

La caste bureaucratique paralyse sa propre capacité de planification en faisant disparaître ou en maquillant les chiffres de l'économie. On massacre les statistiques économiques pour que des carriéristes puissent truquer les chiffres, obtenir des promotions et dissimuler quelle proportion de la production est siphonnée dans leur intérêt privé. Pendant ce temps, Beijing continue d'exiger un rythme dingue de croissance qui confère aux bureaucrates prestige et légitimité. Cela signifie perpétuer les surcapacités monstrueuses et le gaspillage de la production, tout cela pour atteindre un objectif de PIB. Il faut ralentir le rythme des investissements pour l'exportation. Les capacités excédentaires doivent être reconverties pour satisfaire d'autres besoins sociaux et réduire drastiquement les prix afin d'améliorer les conditions de vie des travailleurs.

Pour que la République populaire puisse résister à l'effondrement de l'ordre mondial américain, il faut ***balayer*** la conception du « socialisme avec des caractéristiques chinoises » du PCC. Pendant les 40 dernières années ce pacte avec le diable avait semblé apporter un immense succès à l'économie chinoise. En réalité il a étayé l'ordre américain en décomposition et permis aux impérialistes de dépenser au-delà de leurs moyens en asservissant le prolétariat mondial. Aujourd'hui, les diables de Washington rejettent ce marché. Mais les bureaucrates de Beijing sont si bornés qu'ils croient qu'ils vont gagner avec leur stratégie de ne rien faire (!!). Pas du tout. L'économie chinoise est bien plus vulnérable à l'étranglement impérialiste que l'inverse. La tâche des révolutionnaires est de s'assurer que la République populaire minimise sa vulnérabilité dans les crises qui viennent en étendant les forces du socialisme sur le plan mondial. Il n'y a pas de temps à perdre. ■

Journaux de la Ligue trotskyste au Québec et au Canada

Pour l'indépendance et le socialisme !

Abonne-toi !

iclfi.org/ro/subscribe

iclfi.org/wt/subscribe

Libération transgenre :

Illustration Joe Sol

Trahison libérale, réponses marxistes

De retour au pouvoir, Donald Trump n'a pas perdu de temps pour décréter une série de mesures anti-trans. Ces nouvelles attaques accentuent la tendance internationale déjà en cours. Pour les réactionnaires de toute sorte, les avancées limitées dont bénéficient les personnes trans sont la preuve de la dégénérescence morale et sociale de l'Occident. Plus que tout autre groupe, les personnes transgenres ressentent le vent de droite qui balaie la scène politique. Partis et personnalités qui hier encore avaient une position libérale sur la question transgenre prennent aujourd'hui leurs distances. D'abord ils ont évité la question, mais très vite les libéraux d'hier ont compris que ce n'était pas suffisant ; ils doivent se joindre au chœur réactionnaire, leur carrière parmi les élites en dépend.

Pourquoi le mouvement transgenre est-il à ce point dans la ligne de mire de la réaction ? Bien que le mouvement LGBTI+ soit parfaitement conscient du changement radical dans l'opinion publique, il ne peut généralement pas en expliquer les raisons. À cause de cela, il n'y a pas de stratégie claire sur comment organiser une riposte dans ce contexte hostile. Le mouvement transgenre se retrouve de plus en plus isolé et désorienté, incertain de la marche à suivre et sur qui compter.

Le mouvement marxiste n'a jusqu'à présent pas été en mesure de combler ce vide. De nombreux soi-disant marxistes adoptent ouvertement des positions anti-trans réactionnaires en utilisant des méthodes d'analyse plus proches de celles de l'Église catholique que des grands théoriciens marxistes. D'autres gardent tout simplement le silence sur la question. Les marxistes qui ne restent pas silencieux et qui dénoncent les attaques contre les personnes trans ne proposent ni réponses ni perspectives sérieuses. En général, ils se contentent d'ajouter du verbiage et des éléments d'analyse marxistes à un programme fondamentalement libéral.

Le présent article vise à combler ce vide. Pour commencer, nous développerons une explication matérialiste des « guerres culturelles » en expliquant pourquoi elles ont lieu maintenant et pourquoi on ne peut y répondre par des moyens libéraux gradualistes. Dans un deuxième temps, nous présenterons une analyse marxiste de la question transgenre, en opposition à l'empirisme réactionnaire du discours anti-trans ainsi qu'à l'idéalisme libéral qui domine dans le mouvement pro-trans. En nous appuyant sur ces deux bases, nous commencerons ensuite à élaborer un programme ouvrier pour la libération transgenre, appliqué au contexte de la montée de la réaction et la trahison des libéraux.

Première partie : Le gradualisme et les courants de l'histoire

Selon l'opinion dominante dans le mouvement LGBTI+ contemporain, l'histoire a ses hauts et ses bas mais, pour reprendre la formule de Martin Luther King, « l'arc de

AP

Maison Blanche

La croisade réactionnaire d'Anita Bryant en 1977 pour « Préserver nos enfants de l'homosexualité ». La Maison Blanche aux couleurs de l'arc-en-ciel LGBT lors de la légalisation du mariage pour tous (juin 2015).

l'univers moral est long, mais il tend vers la justice ». Les gays et lesbiennes ont fait face à des vagues de panique morale dans les années 1950 et à la fin des années 1970, mais les attitudes et la politique à leur égard se sont en fin de compte libéralisées. Aujourd'hui, dans de nombreuses sociétés, les gays et lesbiennes sont intégrés dans la culture dominante et acceptés partout dans le spectre politique. On pouvait penser, et certains le pensent toujours, que la même chose se produira pour les personnes trans : malgré les présents revers, tôt ou tard on retrouvera la bonne voie.

Mais déjà ce refrain sonne faux pour de nombreuses personnes transgenres. Beaucoup se tournent vers la gauche, en quête de réponses plus radicales. Même Shon Faye, une auteure libérale de gauche, écrit dans son livre très informatif *The Transgender Issue* (La question transgenre, 2021 – non traduit) qu'« il ne peut y avoir de libération trans sous le capitalisme ». Mais ce radicalisme accru ne se traduit pas nécessairement par des conclusions révolutionnaires. Par exemple, Faye écrit également que « le seul espoir des personnes trans pour faire promulguer au Parlement des mesures progressistes passe par le lobbying interne et, en fin de compte, l'élection du Parti travailliste ». Il est donc possible de croire que le capitalisme est incompatible avec les droits trans mais de préconiser tout de même les réformes par étapes plutôt que la révolution.

Par conséquent, les marxistes ne peuvent s'en tenir au lieu commun que la libération des personnes trans ou des femmes est incompatible avec le capitalisme. Ils doivent montrer ***pourquoi*** il faut des méthodes ouvrières révolutionnaires pour parvenir à la libération, ***et non*** des moyens réformistes libéraux. Pour cela, il faut confronter l'illusion sous-jacente que les progrès pour les personnes LGBTI+ étaient possibles auparavant et le seront certainement à nouveau. Nous allons le faire en montrant quelles étaient les circonstances spécifiques qui ont rendu ces réformes possibles, comment ces circonstances sont en train de disparaître rapidement et pourquoi il est suicidaire de penser qu'elles reviendront.

De la réaction au libéralisme

Pour comprendre comment la condition des groupes sexuellement opprimés a évolué au fil du temps, il faut aller plus loin que les idées et les attitudes dans la tête des individus. Marx et Engels disaient que les « pensées de la classe dominante sont aussi, à toutes les époques, les pensées dominantes, autrement dit la classe qui est la puissance ***matérielle*** dominante de la société est aussi la puissance dominante ***spirituelle*** » (*L'idéologie allemande*, 1845-1846). Depuis la Deuxième Guerre mondiale, la classe capitaliste américaine est la classe qui domine le monde sur le plan économique, politique et militaire. C'est pourquoi les idées dominantes sur la sexualité ont évolué en parallèle des intérêts et des objectifs de l'impérialisme américain.

Au plus fort de la guerre froide, lorsque la domination capitaliste était menacée, la priorité de l'impérialisme américain était d'assurer la stabilité intérieure face à un ennemi extérieur. Ce n'est pas un hasard si la « *Lavender Scare* » des années 1950 (une panique morale vis-à-vis des homosexuels au sein du gouvernement américain) était étroitement liée à la chasse aux sorcières anticommuniste maccarthyste. Ce n'est pas non plus un hasard si la croisade d'Anita Bryant contre l'homosexualité, à la fin des années 1970, a coïncidé avec la nécessité pour les États-Unis de se remettre des revers politiques et militaires qu'ils avaient subis dans les années 1960 et 1970.

En règle générale, il n'y a pas d'arme plus puissante pour écraser la gauche et unifier un pays sur des objectifs réactionnaires que de s'appuyer sur les préjugés sociaux les plus conservateurs concernant la sexualité et la famille. De nombreux militants ouvriers prêts à se faire tabasser et à aller en prison pour leurs convictions s'effondrent à l'idée d'être soupçonnés de déviances sexuelles. La classe dirigeante américaine a longtemps fait usage de campagnes de panique morale contre les « déviances sexuelles » comme instrument de contrôle social.

Cela dit, après l'effondrement de l'Union soviétique en 1991, les États-Unis n'avaient plus d'ennemi extérieur redoutable contre qui se mobiliser. L'objectif était plutôt d'étendre leur influence économique et sociale aux quatre coins de la planète. Dans ce contexte, les principes universalistes de liberté, de démocratie et de droits de l'homme étaient les outils idéologiques parfaits pour justifier l'ingérence et la domination états-uniennes. De plus, comme la lutte des classes était au creux de la vague et que les États-Unis n'avaient pas de rivaux géopolitiques sérieux, la classe dirigeante américaine

pouvait se permettre des normes sociales plus souples au niveau national et pouvait déchaîner l'esprit indomptable et profitable de l'individualité consumériste.

Cependant, malgré tous les discours sur le progrès et la liberté dans les années 1990, la libéralisation de l'homosexualité, en particulier le droit au mariage, était encore considérée comme un tabou par la plus grande partie des élites politiques aux États-Unis. Ce n'est qu'après la crise financière de 2008, sous la présidence d'Obama, que le mariage homosexuel a été légalisé. À l'époque, la bourgeoisie cherchait à abaisser le niveau de vie de la classe ouvrière tout en maintenant la paix sociale à l'aide d'un vernis progressiste. Les réformes sur des questions sociales comme le mariage étaient parfaites, puisqu'elles ne coûtaient rien économiquement et qu'elles constituaient des prolongements naturels des principes libéraux de tolérance et de liberté de choix individuelle. Paradoxalement, c'est seulement parce que l'ordre mondial libéral a littéralement fait faillite que la classe capitaliste a pu progresser autant vers la libéralisation sexuelle.

Pendant cette période, des réformes similaires ont été menées un peu partout dans le monde occidental, par exemple en France, en Allemagne et en Grande-Bretagne. Au fur et à mesure que le fondement économique de la domination occidentale s'érodait et que les classes dirigeantes impérialistes s'attaquaient aux conditions de vie matérielles, elles se sont de plus en plus appuyées sur les idées libérales pour compenser le déclin de leur pouvoir. C'est pourquoi le discours pro-LGBTI+ est devenu dominant dans la sphère culturelle et politique de la plupart des pays occidentaux : les séries télévisées mettaient en scène des protagonistes homosexuels et c'était la norme que les grandes entreprises, les politiciens et les flics défilent dans les marches des Fiertés. Non seulement ce positionnement donnait aux libéraux une couverture hypocrite de progressisme, mais aussi il offrait un bâton commode pour taper sur les travailleurs, les immigrés et les pays du tiers monde ; toute forme d'opposition au statu quo libéral pouvait être facilement contrée par des accusations d'arriération et de chauvinisme.

Gregory/Getty

Trump annonce sa première campagne présidentielle en juin 2015.

***Time*, juin 2014 : « Le point de bascule transgenre – La prochaine frontière des droits civiques en Amérique »**

Ainsi, bien que la libéralisation sociale soit assurément progressiste, les raisons économiques qui expliquent son expansion au début du XXIe siècle étaient ancrées dans des dynamiques économiques régressives et dans des intérêts de classe réactionnaires. Cela n'efface pas les luttes longues et acharnées menées par des générations de militants LGBTI+, mais cela explique pourquoi elles ont eu autant de succès et pourquoi le mouvement est devenu moins radical et de plus en plus compatible avec le grand capital.

La question trans et le déclin de l'hégémonie américaine

Dans l'ensemble, la condition des personnes trans a suivi la même trajectoire que celle des gays et des lesbiennes, mais avec un retard significatif. Les droits des personnes trans et la sensibilisation du public à cette question perçaient tout juste dans l'opinion dominante quand la réaction populiste a commencé à prendre son essor. En 2014 le magazine *Time* publiait en première page une photo de l'actrice transgenre Laverne Cox, accompagnée du titre « Le point de bascule transgenre – La prochaine frontière des droits civiques en Amérique ». Un an plus tard, Donald Trump annonçait sa première candidature à la présidence.

Il se trouve que la question trans n'était pas seulement la prochaine frontière du libéralisme aux États-Unis, mais bien sa dernière frontière. C'était la limite jusqu'où pouvait aller la libéralisation sexuelle avant de se heurter à un mur. Si les libéraux sont allés aussi loin sur les questions LGBTI+ et d'autres questions sociales, c'était pour compenser le déclin de leur influence sociale. Mais alors que les libéraux avançaient de plus en plus, la réaction contre le libéralisme ne faisait que se renforcer. Les forces conservatrices perçoivent cette faiblesse croissante et elles utilisent désormais la question trans comme fer de lance pour renverser le statu quo libéral des dernières décennies.

D'un côté, la question trans incarne les limites du réformisme libéral sur la question de la sexualité. Les idées de libre choix et de tolérance se heurtent aux limites économiques et

Sipa USA via AP

Cortège mélenchoniste à la marche des Fiertés de 2017 à Paris.

sociales du capitalisme. La pénurie de ressources matérielles et les intérêts conservateurs institutionnels rendent impossible le dépassement de l'organisation sociale fondée sur la famille hétérosexuelle monogame – une question que nous examinerons plus en détail ci-dessous.

Mais en même temps, la question trans incarne aussi les limites de l'ordre mondial libéral que les États-Unis avaient construit après la Deuxième Guerre mondiale. Nous sommes aujourd'hui au point où les bases économiques et sociales de cet ordre entrent en conflit avec les intérêts de la classe dirigeante qui les a établies. Le libéralisme devient de plus en plus une entrave à la tentative des États-Unis de restaurer leur position dans le monde. Si la question trans est en première ligne des guerres culturelles, c'est parce qu'elle représente un point de bascule entre l'ordre libéral à l'époque de l'hégémonie des États-Unis et l'ordre réactionnaire émergent né du déclin de l'empire américain.

Pour une large couche de la classe ouvrière, le libéralisme est devenu le symbole de tout ce qu'elle déteste dans le statu quo. Pendant des décennies on lui a demandé d'avaler des attaques économiques et la décomposition du tissu social au nom d'idéaux creux. Aujourd'hui, la droite peut facilement se saisir de ce mécontentement pour attiser une réaction sociale généralisée. Les premières cibles sont les minorités, mais le véritable objectif est de mettre l'impérialisme occidental sur une voie plus belliqueuse contre la classe ouvrière domestique et contre ses rivaux étrangers. Avec une bourgeoisie et une classe ouvrière qui s'éloignent du statu quo des dernières décennies, l'ordre social qui avait rendu possibles certaines réformes pour les personnes LGBTI+ entre dans une crise terminale. Voilà le facteur sous-jacent du conflit qui fait rage sur la question trans.

La seule perspective de progrès substantiels pour les femmes et les minorités sexuelles serait une nouvelle période soutenue de prospérité économique mondiale. Mais c'est totalement exclu, étant donné que les capitalistes américains sont déterminés à maintenir leur emprise sur le monde et ne peuvent le faire qu'en intensifiant la concurrence internationale et en faisant baisser le niveau de vie (voir « Le déclin de l'empire américain et la lutte pour le pouvoir ouvrier », *Spartacist* n° 46, novembre 2023). En dernier ressort, ce sont les réalités économiques d'un monde dominé par l'impérialisme qui excluent tout progrès significatif pour les groupes opprimés, quels qu'ils soient. C'est aussi ce qui exclut une voie gradualiste et réformiste pour la libération trans.

Deuxième partie : Démêler le genre

Derrière les guerres de genre

Les débats sur la question trans portent souvent sur des définitions. Avant de plonger dans ces eaux troubles, examinons les enjeux politiques derrière les batailles sur le genre, le sexe et la biologie. Beaucoup d'écrits sur la question commencent par énoncer des définitions qui servent ensuite de base pour argumenter en faveur d'une perspective politique donnée. Bien que cette démarche semble logique à première vue, elle confère en réalité au débat un faux air d'objectivité. Derrière les conflits de définitions il y a des conflits d'intérêts. C'est pourquoi, avant de donner nos propres réponses et définitions, nous allons commencer par identifier les objectifs politiques des mouvements trans et anti-trans, ainsi que notre propre conception communiste du monde.

Comme le mot « transgenre » le suggère, les personnes trans sont des individus souhaitant être acceptés dans la société sous un genre distinct de celui sous lequel ils ont été socialisés précédemment. Le mouvement transgenre comme mouvement politique cherche à rendre possible et socialement acceptable de faire cette transition. La façon dont ce mouvement explique le monde, et les différents arguments qu'il élabore, découlent tous de cet objectif politique.

Ce qui unit les militants anti-trans, qu'ils soient TERF (acronyme anglais désignant les féministes anti-trans), motivés par la religion, misogynes ou même pseudo-marxistes, c'est de lutter contre l'acceptation sociale des personnes trans. Bien sûr, ces différents courants ont des intérêts différents et souvent en conflit. Mais ils sont unis dans leur volonté de rendre plus difficile, voire impossible, l'acceptation sociale des personnes trans dans le genre auquel elles s'identifient. Les théories et les arguments divers qu'ils élaborent visent tous cet objectif politique.

Comme on peut le voir, même si une grande partie du débat sur la question trans se concentre sur le sexe biologique par opposition au genre, sur la définition de la féminité et ainsi de suite, ce n'est pas le cœur du sujet. La question est simplement de savoir s'il est socialement souhaitable et possible que des individus puissent faire la transition d'un genre vers un autre. Tous les conflits sur les concepts tournent autour de cette question fondamentale.

En tant que communistes, notre objectif politique est de parvenir à une société d'abondance pleinement égalitaire, sans classes ni aucune autre forme d'oppression, y compris celle causée par la division genrée de la société. Nos objectifs sont par conséquent compatibles avec ceux du mouvement transgenre et ils les recoupent. Nous pen-

sons sans ambiguïté que oui, les individus devraient pouvoir changer de genre et, de manière générale, faire ce qu'ils veulent de leur propre corps. La société doit également faciliter cette transition. Mais au-delà de cela, nous pensons que la lutte pour la libération sexuelle, y compris la libération trans, est une cause non seulement compatible avec la lutte pour l'émancipation de la classe ouvrière, mais aussi indissociable de ses luttes quotidiennes dans la société actuelle. En d'autres termes, la tâche ***n'est pas*** d'attendre un avenir communiste, mais de lutter aujourd'hui pour faire avancer cette cause.

Ce qui nous distingue, en tant que communistes, c'est que nous considérons que la lutte pour la libération des personnes transgenres fait partie intégrante de la lutte plus large pour l'émancipation de la classe ouvrière. Une autre distinction importante par rapport au mouvement transgenre concerne ***les moyens et les méthodes*** avec lesquels nous cherchons à atteindre nos objectifs politiques. Dans notre combat, nous sommes guidés par la doctrine du socialisme scientifique, c'est-à-dire le marxisme.

John G. Murdoch John Gould

Charles Darwin a joué un rôle pionnier pour comprendre l'évolution des espèces. Différents pinsons des Galapagos, tous issus d'un ancêtre commun.

Biologie et société

Les discours contre l'acceptation et l'intégration des personnes trans se concentrent en grande partie sur les questions de biologie. L'argument de base est qu'il existe une différence biologique indéniable entre les hommes et les femmes et que prétendre qu'une femme trans est une femme, c'est rejeter la science la plus élémentaire. Vient alors la question inévitable posée sur les plateaux télé et par les youtubeurs provocateurs : « Qu'est-ce qu'une femme ? » Toute réponse qui n'insiste pas sur les différences biologiques essentielles entre les hommes et les femmes est ridiculisée et rejetée.

Il y a indéniablement des différences biologiques fondamentales et qualitatives entre les hommes et les femmes ; cela dit, ces différences ne disent pas grand-chose sur ce que signifie être un homme ou une femme dans une société donnée. Il est tout simplement faux de penser que les ***rapports sociaux*** sont déterminés par la ***biologie***. En fait, l'évolution humaine elle-même contredit ce mythe et montre une interaction constante entre le développement de la culture et de la technique et les changements anatomiques. Par exemple, le développement du langage et l'utilisation d'outils ont directement conduit à la croissance du cerveau humain ; autrement dit, la culture a modifié la biologie. On voit donc que la biologie n'est pas le facteur décisif pour comprendre les rapports sociaux entre humains.

Somme toute, les différences biologiques entre les sexes ne sont ni indépendantes des rapports sociaux entre hommes et femmes ni déterminantes pour ces rapports. Le fait de pouvoir mettre au monde des enfants a une signification dans toutes les cultures, mais ce que signifie concrètement être une « femme » change radicalement d'une culture et d'une époque à l'autre. Réaffirmer les caractéristiques biologiques d'un être humain de sexe féminin ne dit rien sur ce que signifie être une femme vivant dans une société occidentale moderne, ou une femme vivant dans un village traditionnel en Afrique subsaharienne. C'est pourquoi il est trompeur et contre-productif de centrer le débat sur la question transgenre dans les sociétés capitalistes modernes sur les différences anatomiques entre hommes et femmes.

La question piège « qu'est-ce qu'une femme ? » vise à amalgamer la signification biologique et la signification sociale du fait d'être une femme. Pour y répondre, il faut

Walker/AP

Gudkov/Alamy

Getty

Trois êtres humains de sexe féminin.

Galai/Getty

Getty

Aydian Dowling (à gauche), Poyd Treechada. Sont-ils trans ? Quelle importance ?

séparer ces deux questions. Parfois, les démagogues rendent cela impossible. Mais trop souvent, ce sont les voix pro-trans elles-mêmes qui contribuent à embrouiller la question.

Spectre et dichotomie

En réponse aux idéologues anti-trans et à la société en général qui insistent sur les différences biologiques fondamentales entre les hommes et les femmes, de nombreux intellectuels trans ont attaqué à tort l'idée même qu'il existe une dichotomie entre la biologie masculine et la biologie féminine. La plupart de ces intellectuels ne nient pas qu'il existe des différences importantes entre hommes et femmes, mais ils insistent sur le fait que ces différences se situent sur un continuum et que la binarité des sexes est une invention pure et simple. À l'appui de cet argument, ils soulignent la grande variabilité des caractéristiques physiques de chaque sexe et le fait que, pour certaines personnes intersexes, il n'est pas possible de les classer sans ambiguïté comme biologiquement masculines ou féminines.

Dans sa révolte contre les catégories sociales rigides, l'universitaire trans Jack Halberstam s'attaque au fait même d'attribuer des « catégories » au monde naturel :

> « La manie adamique de nommer tout ce qui bouge a commencé, sans surprise, avec l'exploration coloniale. Toute personne ayant visité un jardin botanique ou zoologique le sait : la collection, la classification et l'analyse de la faune et de la flore du monde vont de pair avec les diverses formes d'expansion et d'initiative coloniale. »
>
> – *Trans**, Libertalia, 2023

S'il est bien vrai que la science s'est développée en même temps que le capitalisme et ses nombreux crimes, le problème n'est pas de « nommer » ou « classifier », ni d'ailleurs la science. On ne peut tout simplement pas comprendre le monde, qu'il soit naturel ou social, sans catégories et sans noms. Et si on ne peut pas comprendre le monde, on ne peut pas le changer.

Le point essentiel, c'est qu'il n'y a rien de rétrograde à reconnaître qu'il existe effectivement un ensemble de différences biologiques qualitatives entre les hommes et les femmes, ou entre les plantes. Accepter une dichotomie ne remet pas en cause le fait qu'il existe une grande variation au sein des catégories ni qu'il existe certains cas spécifiques qui sont difficiles à classer. Tout dans la nature combine des catégories distinctes et des états transitoires intermédiaires.

Par exemple, l'évolution des espèces se produit à travers un processus où l'accumulation de différences génétiques mineures conduit finalement à l'émergence d'un type d'animal ou de plante fondamentalement différent. Il est généralement impossible de déterminer le moment exact où la quantité devient qualité. Mais cela n'enlève rien au fait qu'à un certain moment il devient évident qu'un changement qualitatif s'est produit. Tout comme on peut dire qu'un tigre et un lion sont deux espèces différentes, nous pouvons dire qu'un homme et une femme appartiennent à deux sexes différents. Cela ne signifie pas que les ligres ou les personnes intersexes n'existent pas. Mais ce sont deux variations extrêmes dans le cadre d'une dichotomie.

La variation et l'opposition coexistent en toute chose. Nier la première, c'est donner une vision rigide de la réalité, aveugle au changement et aux contradictions. Nier la seconde, c'est donner une vision amorphe de la réalité, où tout est relatif et subjectif.

Pour en revenir à la question trans, on a d'un côté les idéologues anti-trans qui ne voient le monde qu'à travers des catégories biologiques rigides. Cela les conduit à rejeter ou à dénoncer certaines situations contradictoires, notamment celles où un être humain agit consciemment pour modifier des éléments de son existence physique et chimique afin de se rapprocher des caractéristiques biologiques d'un sexe différent. D'un autre côté, de nombreux militants et militantes trans nient toute différence qualitative entre les sexes, ce qui les empêche d'aborder intelligemment les réalités du monde physique et social.

Le mouvement trans n'a pas besoin de rejeter la binarité des sexes pour faire avancer sa cause. Bien au contraire, une meilleure compréhension scientifique des différences biologiques entre hommes et femmes pourrait permettre un jour de transcender les différences biologiques entre les sexes. L'obstacle à cela et plus généralement à la libération trans ne réside cependant pas dans les limites actuelles de la science, mais dans les ***rapports sociaux*** capitalistes.

Capitalisme et genre

L'argument le plus courant des anti-trans est qu'« un homme est un homme » et « une femme est une femme », que tout le monde sait que c'est vrai et qu'on ne peut pas passer de l'un à l'autre. Pour eux, quiconque conteste ces « faits » évidents nage en plein délire. En un sens, l'argument le plus fondamental contre ce raisonnement, c'est qu'il y a un tas de personnes transgenres qui vivent leur vie de tous les jours sans que personne ne s'en offusque ni même remarque qu'elles sont transgenres. En réalité, il est clairement possible de faire une transition sociale d'un genre à un autre. Bien sûr, cela ne clôt pas le débat. Au fond, le mouvement anti-trans pense que de telles transitions sont socialement nuisibles et qu'elles doivent être complètement stoppées ou sévèrement limitées.

Cela soulève deux questions : « Pourquoi y a-t-il tant d'opposition à la transition de genre ? » et « Pourquoi l'argument

selon lequel la transition est impossible a-t-il une telle prise ? » Pour y répondre, il faut comprendre que les idées concernant les rôles genrés, la sexualité et la transition de genre ne sortent pas simplement du cerveau des individus mais qu'ils reflètent la société telle qu'elle est actuellement organisée.

Dans son brillant ouvrage *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État* (1884), Friedrich Engels explique comment l'oppression des femmes, c'est-à-dire l'inégalité des rapports entre les genres, trouve son origine dans l'avènement de la société de classes et dans le développement de la famille patriarcale. Depuis l'époque de l'esclavage jusqu'aux sociétés capitalistes modernes, cette forme de famille a été l'unité de base de l'organisation sociale.

Toutes les sociétés capitalistes modernes sont organisées selon une norme consistant en un couple hétérosexuel monogame qui élève des enfants à qui il léguera ses biens (s'il en a). C'est dans la sphère privée de la famille que des tâches essentielles telles que l'éducation des enfants, l'instruction, les soins et les tâches domestiques sont assurées, principalement par les femmes. Cette structure familiale est une institution essentielle du capitalisme. En même temps, le capitalisme moderne sape les fondements de cette institution en offrant aux femmes un certain degré d'indépendance financière, en érodant le rôle de l'Église et en développant l'individualité. Mais si la norme peut être ébranlée, parfois de manière significative, cela ne peut pas créer les conditions sociales nécessaires pour remplacer complètement le rôle social que joue la famille.

Pour le dire plus simplement, la famille ne peut être remplacée que dans la mesure où ses tâches sont prises en charge par la société. Plus la santé et l'éducation sont socialisées, moins elles reposent sur la famille. Plus les individus seront libérés de la concurrence économique et du besoin, plus ils seront libres de s'associer et de vivre comme bon leur semble avec qui ils veulent. Le problème, bien sûr, c'est que le capitalisme ne peut, au mieux, que commencer à créer de telles conditions. Dans la période actuelle de déclin capitaliste, où les forces productives se contractent, nous ne verrons que des reculs par rapport à ce qui avait été gagné, et une dépendance toujours plus grande à l'égard de la structure familiale de base. C'est cette réalité qui est derrière la crise mondiale de la santé, de l'éducation et des soins aux personnes âgées.

De plus, les capitalistes ont un intérêt direct à maintenir la famille hétérosexuelle traditionnelle, tant pour des raisons politiques (renforcer la conformité sociale) qu'économiques (reproduire et maintenir une main-d'œuvre abondante). Tout cela montre que l'hystérie croissante contre les personnes transgenres n'est que le début d'une vague de réaction qui vise au fond les femmes et tous ceux qui ne se conforment pas strictement aux normes rigides de la famille monogame.

Dans les sociétés occidentales, le christianisme est en première ligne de la campagne anti-trans. À travers ses codes moraux fixes dictés par Dieu lui-même, la religion offre une doctrine qui

consacre la propriété privée, impose la subordination éternelle des femmes aux hommes et, naturellement, l'imperméabilité du genre de chacun. La religion en tant qu'institution est toujours la voix la plus cohérente pour défendre la famille patriarcale, et elle est un pilier des normes et des valeurs sociales conservatrices.

Mais tout comme le capitalisme érode les piliers de la famille hétérosexuelle, il sape l'emprise de la religion. Dans la plupart des sociétés occidentales, les réalités de la vie moderne ont conduit à ce qu'une majorité de la population n'adhère pas à une interprétation stricte des textes religieux. Même parmi les personnes religieuses, l'égalité entre les hommes et les femmes, les droits des gays et des lesbiennes et, jusqu'à récemment, les droits trans sont de plus en plus acceptés.

À eux seuls, les arguments religieux ne sont pas les plus efficaces pour attiser la réaction anti-trans. C'est au nom de la « défense des femmes » que la pensée conservatrice traditionnelle a pu se lier aux discours idéologiques plus

Karahalis/AP

Athènes, février 2024 : Manifestation réactionnaire contre le mariage pour tous.

modernes. Ironiquement, sur la question trans, le féminisme a servi d'auxiliaire aux valeurs patriarcales qu'il est censé remettre en question.

Pourquoi les TERF existent ?

En Grande-Bretagne, considérée par beaucoup comme l'épicentre de la réaction anti-trans, on trouve souvent d'un côté les militants pro-trans et de l'autre des femmes féministes qui se considèrent parfois comme progressistes, voire de gauche, et qu'on appelle les TERF. Au fond, l'argument féministe contre l'extension des droits trans c'est que cela se fait au détriment des droits chèrement acquis des femmes. Il y a des versions très rétrogrades de cet argument qui accusent les femmes transgenres d'être des pervers sexuels qui veulent « s'approprier » la féminité. Cependant, les versions les plus efficaces – et les plus dangereuses – de ces arguments sont avancées par des femmes aux allures progressistes, comme Kathleen Stock, une universitaire affable qui est elle-même lesbienne.

Contre des gens comme Stock, les huer et les accuser de préjugés anti-trans ne marche pas. Pour répondre aux arguments féministes contre les droits trans, il faut au contraire comprendre ce qu'il y a derrière ce conflit. Qu'est-ce qui a poussé des femmes comme Stock ou J.K. Rowling à entrer dans le débat sur la question trans, et surtout, pourquoi leurs interventions ont-elles trouvé un terreau aussi fertile ? La réponse est simple : elles s'appuient sur l'oppression des femmes. Elles utilisent le fait que les femmes sont victimes de violences, souffrent d'une plus grande précarité économique et sont en proie à toutes sortes de préjugés, pour présenter les femmes trans comme des concurrentes aux droits des femmes.

Dans sa brochure « Beyond Binaries » (juillet 2024), le Socialist Workers Party (de Grande-Bretagne) balaie d'un revers de main l'argument avancé par les TERF en expliquant que « la droite – et certains socialistes et féministes qui leur ont donné une couverture de gauche – ont fondé leur opposition à la réforme de la GRA [loi reconnaissant le genre] ***sur le mensonge*** que les femmes transgenres représenteraient une menace pour les droits des femmes » (souligné par nous). Soyons clairs : ***il est faux d'opposer la cause des femmes à celle des personnes trans.*** Cela dit, rejeter simplement la question comme un mensonge n'est pas un argument sérieux ni efficace. La vérité, c'est que si l'on considère la société uniquement telle qu'elle est ***actuellement organisée***, où tout le monde est en concurrence pour une quantité limitée et décroissante de ressources, il y a ***effectivement*** une tension entre améliorer la condition des personnes trans et améliorer celle des femmes.

Estelle Ruiz/Hans Lucas

Manif pro-trans à Nantes, juin 2024. Le panneau vise Marguerite Stern et Dora Moutot, auteures du livre anti-trans *Transmania*.

Nous aborderons plus loin dans cet article la question de savoir comment surmonter ces tensions. Mais il faut d'abord insister sur l'importance de reconnaître la réalité de ce conflit d'intérêts. Qu'il s'agisse de sport, de compétitions, de foyers d'hébergement, de prisons, de toilettes ou de programmes de discrimination positive, le manque de ressources se pose partout. Souvent, les questions les plus controversées, comme celle des femmes transgenres dans le sport professionnel, ne sont pas celles qui touchent la plupart des gens dans leur vie quotidienne. Cela dit, ce sont des questions qui ont un poids symbolique important et qui sont l'expression concentrée de tensions sous-jacentes réelles.

Au fond, le problème c'est que non seulement l'inclusion des personnes trans augmente la pression sur les ressources déjà limitées consacrées aux femmes cisgenres (non trans), mais elle remet aussi en question la ségrégation genrée qui régit la société. Bien que les divisions genrées soient en dernière analyse responsables de l'oppression des femmes, la plupart d'entre elles considèrent les espaces et les programmes sociaux réservés aux femmes comme des droits importants offrant une certaine protection dans une société patriarcale souvent violente. Pour faire avancer l'intégration et l'inclusion des personnes trans, il faut répondre aux divers conflits et tensions en offrant des solutions qui font avancer ***à la fois*** la cause trans

von Biberstein/Getty

La victoire de Lia Thomas lors du championnat universitaire de natation de 2022 aux États-Unis a provoqué une énorme réaction contre les femmes trans dans le sport.

et celle des femmes cis. On ne trouvera jamais ces solutions en niant ou en minimisant les conflits d'intérêts, ou en soutenant que les préjugés sont le ***seul facteur*** qui pousse des femmes progressistes dans une direction anti-trans.

Une partie du problème tient au fait que les TERF aussi bien que les activistes LGBTI+ voient le monde à travers une perspective féministe. Bien sûr, il existe une différence claire entre le rôle réactionnaire joué par les TERF, qui travaillent activement à restreindre les droits des personnes trans, et les militants et militantes LGBTI+ qui veulent améliorer les conditions de l'un des groupes les plus opprimés de la société. Après tout, ce n'est pas un hasard que les TERF et les courants politiques d'extrême droite se rejoignent de plus en plus. Cela dit, dans leur vision féministe du monde, les TERF tout comme la plus grande partie du mouvement LGBTI+ abordent l'oppression des femmes et l'oppression sexuelle en insistant sur l'identité et sur ce qui est possible selon les normes sociales et économiques actuelles.

Par exemple, les TERF accordent une énorme importance à déterminer qui appartient ou non à la catégorie des « femmes ». En effet, la « féminité » est le prisme déterminant à travers lequel elles voient toutes les relations sociales. Être une femme ou non détermine si l'on est un oppresseur ou non, si l'on est autorisé à assister à des réunions non mixtes et si l'on a bénéficié ou non du « privilège masculin ». Non seulement une telle conception du monde ne contribue guère à faire avancer la condition des femmes, sa logique de division conduit à une fragmentation et à des conflits sans cesse croissants entre les différents groupes opprimés, à commencer par les féministes elles-mêmes.

Quant aux courants dominants du mouvement LGBTI+, ils se sont concentrés sur le lobbying auprès des grandes entreprises et des institutions pour qu'elles changent le langage qu'elles utilisent afin d'inclure un éventail toujours plus large d'identités. Cette insistance découle de l'idée féministe selon laquelle ce sont le langage et les idées, et non les institutions sociales ancrées dans la réalité matérielle, qui sont la source de l'oppression. Ce type de militantisme n'entraîne que peu ou pas de changements positifs dans la vie des personnes trans, mais il provoque un maximum de réactions sociales négatives. L'exemple classique est J.K. Rowling qui se moque de l'utilisation de l'expression « personnes qui ont leurs règles ».

La féministe américaine Judith Butler est l'une des principales théoriciennes du mouvement pro-trans.

Lorsqu'il s'agit de décisions politiques concrètes, des deux côtés du débat on ne considère généralement la question que sous l'angle de ce qui est possible selon la pensée politique dominante. Sans comprendre que le capitalisme lui-même prive tous les groupes opprimés de ressources, les féministes, qu'elles soient trans-inclusives ou non, proposent en règle générale des politiques qui se feraient au détriment des intérêts matériels ou des sensibilités d'un autre groupe opprimé. Par exemple, inclure les femmes trans dans le système carcéral féminin sans rien changer d'autre à la manière barbare dont les gens sont emprisonnés ne peut que créer des tensions et des incidents socialement explosifs. Encore une fois, si l'on ne comprend pas que la tension est provoquée par la limitation des ressources et par les rapports sociaux existants, on ne peut pas proposer de solution permettant de surmonter ou du moins minimiser les conflits entre groupes opprimés.

Le problème de l'idéalisme libéral

Nous avons déjà abordé certains des problèmes de l'idéologie pro-trans dominante en ce qui concerne la biologie et le féminisme. Dans les deux cas l'on en vient à une question plus large : le mouvement a un fondement idéologique idéaliste. Par « idéaliste », nous entendons une vision philosophique du monde qui ne considère pas l'oppression comme découlant fondamentalement des rapports économiques, mais de conceptions erronées qui flotteraient dans la tête des gens.

Judith Butler, universitaire reconnue dans le domaine des études de genre, a exercé une influence considérable dans l'élaboration des bases idéologiques du mouvement LGBTI+ moderne. Selon elle :

> « Le postulat politique selon lequel il faut au féminisme une base universelle à trouver dans une identité présumée transculturelle va souvent de pair avec l'idée que l'oppression des femmes aurait une forme spécifique, identifiable au niveau de la structure universelle ou hégémonique du patriarcat, ou encore de la domination masculine […]. L'empressement du féminisme à décréter l'universalité du patriarcat pour pouvoir sauver l'apparence de sa revendication de représentativité a, de temps à autre, incité les féministes à prendre un raccourci, celui qui va tout droit à une universalité catégorielle ou fictive de la structure de domination, censée produire pour les femmes une expérience collective de l'oppression. »
>
> – *Trouble dans le genre*,
> Éditions La Découverte, 2005

Derrière ce jargon, Butler rejette l'idée que le « patriarcat », c'est-à-dire l'oppression des femmes, est enraciné dans une institution sociale définie. En d'autres termes, Butler nie que la famille patriarcale soit l'institution qui consacre et reproduit la division genrée de la société. Par conséquent, elle ne cherche pas à lutter contre l'oppression de genre en créant des ***conditions sociales*** susceptibles de remplacer la famille en tant qu'institution, mais en remettant en question et en subvertissant les ***normes sociales*** existantes :

> « En guise de stratégie pour dénaturaliser et resignifier les catégories relatives au corps, je décrirai et proposerai un ensemble de pratiques parodiques fondées sur une théorie performative des actes de genre, des pratiques qui sèment le trouble dans les catégories de corps, de sexe, de genre et de sexualité, et qui amorcent un processus subversif de resignification et de prolifération du sens débordant du cadre strictement binaire. »

Si la transgression des normes de genre peut être un acte émancipateur pour ceux qui rejettent leur genre et/ou les

Frédéric Ducarme

Pas de genre ici.

attentes sociales qui en découlent, ce type d'action ne remet absolument pas en question l'organisation de la société dans son ensemble.

La division de la société en deux genres est un fait social tout aussi réel que la division biologique entre les sexes. Elle n'est pas le produit ***d'idées***, mais d'une ***institution*** qui a évolué historiquement et qui est perpétuée par des contraintes matérielles et par les intérêts de classe de la bourgeoisie. Cela ne veut pas dire que les relations patriarcales doivent être permanentes. Mais pour briser les normes de genre, il faut en fin de compte transformer ***la société*** dans son ensemble et non pas sa propre ***identité***.

On peut haïr le capitalisme et aller vivre en communauté dans une forêt, mais cela ne change rien au fait que le capitalisme continuera d'exister. De la même manière, on peut s'identifier comme non binaire, non conforme au genre ou autre, mais cela ne changera rien au fait que la société (en dehors de cercles petits-bourgeois très isolés) continuera à placer les individus dans une binarité genrée. Les individus qui rejettent personnellement ces normes se marginalisent de la société ; ils ne la changent pas.

Les « marxistes » pro-trans

Le marxisme, en tant que doctrine révolutionnaire, a été développé au XIX^{e} siècle en opposition directe à ce qu'on appelait alors le « socialisme utopique ». Les socialistes utopiques avaient imaginé différents projets pour transcender le capitalisme en changeant la conscience collective ou en concevant des micro-sociétés idéales. Mais la doctrine du socialisme scientifique élaborée par Marx et Engels a au contraire identifié les forces et les dynamiques au sein du capitalisme qui ont le potentiel de renverser la structure de classe existante et de jeter les bases d'une évolution vers une société égalitaire. Le moteur de cette révolution n'était pas un ensemble d'idéaux, mais les intérêts d'une classe, le prolétariat.

Pour tout marxiste, c'est l'ABC. De nombreux marxistes critiquent par conséquent la théorie postmoderne du genre pour son idéalisme. Cependant, ceux qui sont pro-trans le font sans conviction, tout en colportant les illusions mêmes qu'ils prétendent combattre. En essayant de ne pas « se couper du mouvement », ils liquident le programme marxiste en faveur d'un idéalisme libéral très ordinaire. Non seulement cela désoriente les militants radicaux pour les droits transgenres, cela permet également aux réactionnaires d'attaquer facilement le mouvement en le qualifiant de pur produit de l'idéalisme.

Voici un exemple flagrant de cette conciliation, dans la brochure du SWP déjà mentionnée :

> « On peut considérer que le genre comporte deux grands éléments. Premièrement, le genre est extérieur à la personne. Il est basé sur les rôles genrés perçus qui nous sont attribués par la société à partir de la façon dont nous agissons, nous habillons, nous comportons et parlons. Deuxièmement, c'est aussi un sentiment intérieur de notre moi, ou de notre identité de genre. Il est profondément ressenti par les individus, et les gens devraient pouvoir l'exprimer comme ils le souhaitent. »

Ici le SWP confond tout. D'une part, il présente le genre comme ayant un caractère social, bien que défini de manière vague. En même temps, il présente le genre comme un « sentiment de soi » personnel pouvant être interprété de façon totalement idéaliste et même religieuse. Et enfin, il exprime le souhait que les gens puissent exprimer leurs désirs comme bon leur semble.

Au fond, la définition du SWP embrouille le fait que le genre est le produit des rapports sociaux et non du cerveau des individus. Ce n'est que lorsque le désir intérieur de changer de genre interagit avec d'autres êtres humains qu'il peut se réaliser dans les faits. De plus, la ***volonté*** d'une personne de s'identifier d'une certaine manière ***ne signifie aucunement*** qu'elle sera ***socialement acceptée*** comme telle. C'est cela la base de l'oppression trans. À première vue, cela semble évident et les personnes trans le savent mieux que quiconque. Il y a une énorme différence entre, d'un côté, une personne trans « qui passe », et de l'autre une personne trans « qui ne passe pas » ou une personne non binaire.

Pour le SWP et les libéraux pro-LGBTI+, définir le genre uniquement comme un produit des rapports sociaux serait probablement considéré comme offensant et comme une capitulation face au discours anti-trans. Mais il est indéniable que le capitalisme ne permettra pas à la plupart des personnes trans de s'intégrer socialement dans le genre de leur choix. Et il ne rendra ***jamais*** socialement acceptable la non-conformité à la binarité des genres. Reconnaître cela, ce n'est pas une capitulation devant les réactionnaires. C'est reconnaître ce à quoi nous sommes confrontés. Affirmer que le « sentiment intérieur de soi » conduit automatiquement à une réalité sociale différente, ce n'est pas être un bon allié, c'est mener en bateau les personnes transgenres, exactement ce que font les libéraux depuis des décennies.

La réponse du mouvement LGBTI+ à l'oppression transgenre est d'insister sur le fait que les individus doivent « affirmer » le genre des personnes trans et non binaires. Bien que ce soit certainement la chose à faire quand on a une conscience sociale, et cela va de soi pour les communistes, il est totalement illusoire de penser que l'« affirmation sociale » par elle-même pourrait briser les normes de genre rigides de la société. En fait, l'affirmation du genre n'a jamais quitté les limites étroites de l'intelligentsia libérale et de la sous-culture LGBTI+ ; c'est un fait qui est aujourd'hui une évidence.

Cependant, les marxistes qui écrivent sur la question trans ne le reconnaissent absolument pas. C'est évident dans les « Dix thèses sur la question du genre – Révisées », où la camarade Roxy Hall écrit ceci :

> « Bien que l'identité trans ne soit pas en soi révolutionnaire – l'arme de la critique ne remplacera jamais la critique des armes –, nous devons encourager chacun à se rebeller à sa manière contre les hiérarchies de genre qui nous sont imposées. Ne serait-il pas bénéfique que toutes sortes de personnes

> résistent aux normes de genre, brisent le lien symbolique entre les caractéristiques sexuelles et les rôles genrés, vivent de manière audacieuse et non conventionnelle ? Le processus d'abolition du genre se présentera certainement dans un premier temps comme une explosion de modes de vie différents. »
>
> – thepartyist.com, 2 juin 2024

Non, « vivre de manière audacieuse et non conventionnelle » n'aidera en aucun cas à ***abolir le genre***. En fait c'est tout le contraire. En changeant de « mode de vie », on confronte les idées conservatrices de la société sans rien faire pour en changer la structure. Dans un contexte où les conditions de vie de la classe ouvrière sont constamment attaquées et où elle se retrouve de plus en plus dépendante de la structure familiale, le fait de s'opposer aux normes sociales en tant que ***stratégie politique*** ne fera que provoquer un retour de bâton conservateur. Au lieu de « vivre de manière audacieuse et non conventionnelle », il faut montrer concrètement comment les ***intérêts matériels*** de la classe ouvrière sont servis par la défense des ***droits sociaux et politiques*** des personnes transgenres.

Une autre expression des concessions idéalistes faites par les marxistes qui écrivent sur la question trans est l'acceptation quasi unanime de l'idée selon laquelle les genres seraient « assignés à la naissance ». Le SWP et Roxy Hall répètent tous deux ce mythe idéaliste. Ce concept minimise une fois de plus le fait que les relations de genre sont un fait social objectif, pas une idée erronée ou une étiquette arbitraire attribuée aux bébés. Le genre que l'on a à la naissance n'est pas moins arbitraire que la race, la nationalité ou la classe sociale. Bien que chacun de ces exemples soit très différent, ils sont tous le produit des rapports sociaux objectifs ***dans lesquels on naît***. Cela ne signifie pas que ces catégories soient immuables. Mais cela veut dire que les changer est un processus social, qui est généralement très difficile.

Abhinav Anguria

Alok Vaid-Menon, artiste au genre non conforme. Les gens devraient pouvoir faire ce qu'ils veulent, mais ce n'est pas ainsi qu'on abolira le genre.

La plupart des marxistes et des défenseurs des personnes LGBTI+ sautent au plafond lorsque les réactionnaires comparent le changement de genre au changement de race. L'exemple classique est celui de Rachel Doležal, une femme née blanche qui s'est identifiée comme noire et qui a occupé un poste dirigeant au sein de la NAACP (organisation américaine de défense des droits civiques). Les libéraux sont horrifiés à l'idée que l'on puisse choisir de devenir noir et réussir à le faire en Amérique, et ils avancent toutes sortes de raisons alambiquées pour expliquer pourquoi changer de race, contrairement à la transition de genre, est moralement répréhensible. Cette réaction révèle une approche moraliste de l'oppression raciale : tout comme le changement de genre, il n'y a rien de mal en soi à changer de race. Mais cette réaction reflète également une vision idéaliste du genre qui, contrairement à toute autre division sociale, dépendrait uniquement de la volonté des individus.

On retrouve toujours la même dynamique. Le mouvement trans est attaqué par la droite, les réactionnaires et certaines féministes. Ces attaques réaffirment les lois sociales rigides et imperméables qui régissent les rapports entre les genres. Le mouvement pro-trans réagit à ces attaques en cherchant à défendre le droit et la possibilité pour les individus de changer de genre. Mais en menant ce juste combat, il s'appuie sur des théories idéalistes du genre qui ne font qu'alimenter la réaction et renforcer l'isolement des personnes trans.

À cela s'ajoute une forte dose de moralisme libéral : il faut être bienveillant, tolérant, éclairé, conscient de ses privilèges, etc., etc. Cette stratégie a connu un certain succès tant qu'elle était reprise par la bourgeoisie la plus puissante du monde. Mais maintenant que les États-Unis se sont brusquement retournés contre le libéralisme, avec Amazon, Facebook et J.P. Morgan qui abandonnent leurs programmes de diversité, d'équité et d'inclusion et leur capitalisme « woke », le mouvement trans se retrouve seul face à l'hostilité de tous ceux qui en ont assez de devoir subir des sermons creux alors que leurs conditions de vie se détériorent.

La raison pour laquelle les marxistes doivent expliquer la fausseté des conceptions idéalistes du mouvement LGBTI+, c'est qu'elles rendent absolument impossible l'organisation d'une véritable riposte pour défendre les personnes trans et toutes les autres catégories d'individus qui ne se conforment pas aux normes sexuelles. Le mouvement trans ne peut pas se permettre de s'accrocher aux mythes et aux illusions qui l'ont conduit à la situation exposée et vulnérable où il se trouve. Plus que jamais, il est crucial qu'il adopte un programme révolutionnaire et matérialiste pour la libération trans.

Troisième partie : Un programme marxiste contre la réaction

Dans son article de 1909 « De l'attitude du parti ouvrier à l'égard de la religion », Lénine avance l'argument suivant :

> « Aucun livre de vulgarisation n'expurgera la religion des masses abruties par le bagne capitaliste, assujetties aux forces destructrices aveugles du capitalisme, aussi longtemps que ces masses n'auront pas appris à lutter de façon cohérente, organisée, systématique et consciente contre ces ***racines*** de la religion, contre le ***règne du capital*** sous toutes ses formes.
>
> « Est-ce à dire que le livre de vulgarisation contre la religion soit nuisible ou inutile ? Non. La conclusion qui s'impose est tout autre. C'est que la propagande athée de la social-démocratie

> doit être ***subordonnée*** à sa tâche fondamentale, à savoir : au développement de la lutte de classe des ***masses*** exploitées contre les exploiteurs. »

Cette approche s'applique pleinement aux questions relatives à l'oppression trans. Les marxistes doivent s'opposer aux conceptions arriérées dans la classe ouvrière dans le domaine des relations de genre, et notamment de l'oppression des femmes. Mais ce travail doit être inspiré et guidé par la lutte des classes.

Autrement dit, en tant que marxistes, nous voulons que la ligne de démarcation dans la société passe entre travailleurs et capitalistes et non entre positions pro et anti-trans, entre libéraux « woke » et conservateurs arriérés. Cela ne signifie ***pas*** qu'il faudrait mettre la question de côté et s'adapter aux préjugés rétrogrades, mais qu'il faut ***mettre la question transgenre au premier plan comme une nécessité de la lutte pour l'émancipation des travailleurs***. Appliquer cette méthode et élaborer un programme pour la libération trans n'est pas une tâche facile, surtout à une époque où la question trans est devenue un tel sujet de discorde. Il faut le faire concrètement pour chaque pays et chaque lieu de travail, mais nous proposons les points clés suivants comme éléments constitutifs généraux d'un tel programme :

1) Libérons-nous des libéraux

Nous devons tirer les leçons de la trajectoire désastreuse qui a conduit les personnes trans à la position où elles se trouvent aujourd'hui. La leçon la plus claire et la plus évidente, c'est que les libéraux ne sont absolument pas fiables comme alliés ; on ne peut en aucun cas compter sur eux. Parti démocrate, Parti travailliste britannique, partis verts, Die Linke : ils ont tous montré que lorsque la pression monte, ils abandonnent les opprimés à leur sort. Il est suicidaire de penser qu'on peut pousser les libéraux à devenir de véritables défenseurs des droits LGBTI+. Leur carrière parmi les élites et leurs appétits capitalistes passent toujours avant leurs soi-disant valeurs.

Cela ne veut pas dire qu'il ne faille jamais former de bloc défensif d'aucune sorte ni entreprendre des actions communes avec les libéraux. En période d'offensive de la réaction et d'attaques contre les droits démocratiques, de telles alliances peuvent très bien être nécessaires. Mais elles doivent être conclues en sachant que les libéraux sont lâches et traîtres. En fin de compte, le but d'une telle alliance doit être de convaincre les militants de base d'abandonner le libéralisme en démontrant le bien-fondé de la stratégie marxiste. ***Et non*** de liquider le programme marxiste pour amadouer les libéraux, comme le font sans cesse les marxistes pro-trans.

Les personnes trans ont besoin d'un programme révolutionnaire, pas de changer symboliquement la couleur de leur drapeau.

Illustration W&R

2) Abandonnons le symbolisme creux

La libération trans est un ***acte matériel***. Ses progrès se mesurent par la possibilité plus ou moins grande qu'ont les individus de pouvoir changer de genre et le degré d'antagonisme genré dans la société. Les idées et la conscience changeront en proportion directe des changements dans les ***rapports sociaux*** et dans les ***institutions***. Elles ne changeront pas grâce à une campagne idéologique « woke » sermonnant les gens sur ce qu'ils pensent ou sur la façon dont ils parlent. Il faut bien sûr éduquer les gens et s'opposer fermement aux préjugés, y compris le mégenrage délibéré. Mais cela ne peut pas être le seul ou le principal objectif de la lutte. Au lieu de cibler le langage et les symboles, elle doit se concentrer sur la défense des ***conditions matérielles*** et des ***droits*** des personnes transgenres, contre l'offensive réactionnaire actuelle.

3) Aucune concession à la morale bourgeoise

Ce n'est pas un hasard si la réaction contre les personnes trans se concentre si fortement sur la question des enfants trans. Selon la morale traditionnelle, les enfants sont des êtres asexués qui n'ont pas la capacité de faire des choix concernant leur propre vie et leur propre corps. D'où une campagne hystérique contre les bloqueurs de puberté et contre toute forme de soins d'affirmation de genre pour les personnes légalement déclarées mineures. À travers cette campagne, les personnes trans ont été dénoncées comme des dégénérés et des prédateurs sexuels, tandis que ceux qui les soutiennent dans le corps médical ont été accusés de maltraitance d'enfants, de faute professionnelle et même de « mutilation ».

En réponse à ces attaques véhémentes et dégoûtantes, il y a une forte pression pour se conformer autant que possible aux normes et aux valeurs sexuelles traditionnelles. Par exemple, de nombreuses personnes se disant pro-trans concèdent que les enfants ne devraient pas pouvoir faire leur transition avant d'avoir

Hemis/Alamy

Le Premier ministre canadien Justin Trudeau entouré du chef du gouvernement québécois François Legault (à gauche) et de tout le gratin libéral à la Fierté gay d'août 2019 à Montréal.

atteint l'âge légal de la majorité. C'est une grave erreur. Non seulement de telles concessions ne feront rien pour atténuer les réactions négatives, elles ouvrent également la porte à de nouvelles régressions des droits trans.

Les concessions à la morale bourgeoise mettent le mouvement LGBTI+ sur une pente savonneuse. Concéder de quelque manière que ce soit que les individus ne devraient pas avoir le droit de prendre des décisions concernant leur propre corps et leur propre sexualité revient à couper l'herbe sous le pied du mouvement. Cela revient à céder le pouvoir de décision à la famille, à l'État et à la religion, les institutions mêmes qui sont responsables de l'oppression des enfants, des femmes et des personnes trans.

Gallup/Getty

Berlin, mai 2021 : Répression d'une manifestation pour la Palestine. Les musulmans peuvent être les alliés de la lutte trans.

4) Tournons-nous vers les minorités religieuses opprimées

Les minorités opprimées, en particulier les musulmans en Occident, ne sont pas le premier endroit où la plupart des activistes trans chercheraient des alliés. Si les musulmans pratiquants peuvent souvent être très conservateurs sur les questions de sexualité, ils constituent également dans de nombreux pays l'un des groupes les plus opprimés et les plus persécutés. Tout comme les personnes trans, ils se retrouvent de plus en plus isolés et dans le collimateur de l'État. Contrairement aux libéraux qui s'efforcent de s'intégrer dans le nouveau statu quo social conservateur, les musulmans se voient dans une grande mesure refuser cette possibilité.

Il y a une base objective pour une alliance fondée sur la défense des droits démocratiques fondamentaux. Cependant, de telles alliances ne sont possibles que si on fait passer les intérêts communs aux deux groupes avant ce qu'il y a dans la tête des gens. De plus, s'engager dans une lutte commune contribuerait grandement à changer les mentalités des deux côtés.

5) Forgeons l'unité entre la libération trans et celle des femmes

Aucun conflit n'est plus préjudiciable à la lutte trans que celui avec les féministes. C'est dû en partie aux opinions conservatrices et sectorielles de nombreuses femmes. Mais cela tient également à la manière dont la question trans est mise en avant par le mouvement LGBTI+ traditionnel. En voulant briser la barrière rigide entre les genres, le mouvement heurte souvent la sensibilité des femmes. Par exemple, il est stupide de prétendre qu'associer aux femmes l'anatomie féminine et la menstruation exclut en soi les hommes trans. Après des millénaires où l'oppression des femmes a été liée à leur corps, il est compréhensible que nombre d'entre elles réagissent négativement lorsqu'on leur dit qu'on ne peut plus faire ce lien.

De plus, penser que les personnes trans peuvent être intégrées dans des espaces réservés aux femmes sans que cela ne provoque de graves tensions sociales, c'est ignorer à quel point la ségrégation et l'oppression fondées sur le genre sont profondément ancrées dans la société. Il ne peut pas y avoir de solution parfaite à ce problème sous le capitalisme. Une stricte ségrégation des genres basée sur le sexe biologique n'est pas du tout la solution. Elle est non seulement totalement irréaliste mais aussi dangereuse et oppressante pour les personnes trans. Les personnes trans ***doivent pouvoir*** avoir accès aux installations de leur choix. Mais il faudrait également prendre des dispositions pour tenir compte des opinions conservatrices et minimiser les conflits de valeurs.

La solution consiste généralement à ***augmenter les ressources*** de manière à ce que tant les personnes trans que les femmes en général en bénéficient. Une solution évidente au conflit concernant l'accès des femmes trans aux hébergements d'urgences pour femmes est d'en ***construire davantage***, de permettre aux femmes trans d'y accéder et d'offrir également la possibilité d'une ségrégation biologique stricte aux femmes qui le souhaiteraient.

Si, pour l'instant, la défense de la féminité est le principal argument utilisé contre les personnes trans, le retour de bâton réactionnaire actuel est également dirigé contre les femmes. La condition des femmes, celle des personnes LGBTI+ et celle des travailleurs sont en fin de compte indissociables les unes des autres. Tous ont intérêt à s'unir dans une lutte défensive commune et, plus largement, à lutter pour la libération ***des femmes, des personnes trans et de la classe ouvrière***.

6) La classe ouvrière est la force décisive

La classe ouvrière est la seule classe capable de défendre de manière décisive les droits trans. Non qu'elle serait la couche la plus libérale de la société – elle ne l'est pas –, mais parce qu'elle a un intérêt de classe direct à renverser le capitalisme et à instaurer une société sans classes qui n'aura pas besoin d'oppression de genre.

Une alliance entre personnes trans et le prolétariat ne signifie pas qu'elles doivent abandonner la lutte contre leur propre oppression. L'oppression des personnes trans, tout comme l'oppression des gays et lesbiennes, des femmes et des minorités raciales, divise et affaiblit la classe ouvrière. Ce n'est qu'en luttant pour la libération de tous les groupes opprimés de la société qu'on peut forger l'unité. Il ne s'agit pas de se tenir la main autour d'un feu de camp libéral. Le ciment qui pourra unir ces luttes, c'est la ***lutte des classes***.

Ce n'est pas un processus automatique ; les différentes causes doivent être fusionnées consciemment. Mais la lutte

des classes, par ses propres lois et sa propre dynamique, offre le terrain où ce processus peut avoir lieu. Lutter en commun pour un intérêt commun, c'est la condition préalable pour surmonter l'arriération sociale. Pour que de telles luttes aient lieu, il ne faut pas poser de condition préalable. Par exemple, il serait tout à fait réactionnaire de s'abstenir de soutenir une grève parce que les travailleurs expriment des opinions arriérées sur la question trans. Il faut au contraire montrer, tout au long du conflit, que les droits trans sont liés à ceux des travailleurs. Cela contribuera à faire changer les opinions arriérées.

Il faut garder à l'esprit que le mouvement trans n'est pas un mouvement unifié. Si toutes les personnes trans sont opprimées, elles ne partagent pas toutes un intérêt commun. Pour cette raison, il est essentiel que les militants et militantes trans placent toujours les intérêts de la classe ouvrière ***au-dessus de tout le reste***. Par exemple, ils ne doivent pas considérer les politiques de diversité et d'égalité des entreprises comme un moyen de défendre leurs droits.

Le mouvement trans doit autant que possible chercher à combiner sa propre lutte avec celle de la classe ouvrière. Un moyen évident d'y parvenir est la lutte pour les soins de santé, une question brûlante dans le monde entier. La crise de la santé va de pair avec les attaques contre les soins d'affirmation de genre et contre les droits reproductifs. Il va sans dire que la lutte pour améliorer le système de santé profitera aux personnes trans. Mais faire des soins pour les personnes trans une question centrale de la lutte pour la santé peut également galvaniser la cause en ralliant des milliers de personnes trans et leurs familles au mouvement.

7) Laissons tomber le gradualisme

La réforme graduelle du capitalisme a toujours été une impasse pour les personnes trans et tous les autres groupes opprimés sexuellement. Quels que soient les progrès temporaires pour éroder les normes de genre, ils se heurtent inévitablement au socle de la domination capitaliste : la famille, l'État et la recherche du profit. La période de progrès relatif pour les personnes LGBTI+ dans le monde occidental est maintenant terminée, et la seule perspective dans un avenir prévisible est l'aggravation du conservatisme social. La réforme graduelle est une perspective sans issue. Seule la lutte révolutionnaire offre une voie pour lutter contre l'oppression croissante et avancer la libération complète.

Colin Clews/gayinthe80s.com

Gays et lesbiennes soutiennent les mineurs grévistes à la Gay Pride de Londres en 1985. Le mouvement trans doit s'allier à la classe ouvrière pour lutter pour la libération de tous.

8) Construisons un parti révolutionnaire international

La lutte pour la libération trans des dernières années a été principalement centrée sur l'Occident. Mais la libération trans et la lutte contre l'oppression de genre est une ***lutte internationale***. Nulle part cette oppression n'est plus sévère que dans les pays opprimés par l'impérialisme. Et nulle part il n'y a un terreau révolutionnaire plus fertile que parmi les femmes ouvrières de ces pays.

Pour établir le lien entre le mouvement trans en Occident et la lutte internationale contre l'oppression impérialiste, il faut un ***parti révolutionnaire international***. C'est le seul outil pour unifier la lutte contre les diverses formes d'oppression. Pour construire un tel parti, il faut tirer les ***leçons politiques des échecs passés***, comprendre comment le libéralisme de ces dernières décennies a non seulement conduit le mouvement trans dans l'impasse, mais qu'il a aussi conduit la gauche révolutionnaire à être plus divisée et plus faible que jamais. Alors que le monde devient chaque jour plus réactionnaire, nous n'avons pas de temps à perdre dans des débats ésotériques et des chicaneries sectaires : ***en avant vers une IV^{e} Internationale reforgée !***

* * *

Il ne fait aucun doute que cet article ne fait qu'entamer le travail. Il y a bien plus à faire pour répondre en marxiste aux questions scientifiques, sociales et politiques auxquelles est confronté le mouvement transgenre. Cependant, nous espérons que notre contribution pourra susciter un débat et aider à la clarification politique au sein de la gauche radicale et du mouvement LGBTI+.■

Chowdhury/Getty

Dacca (Bangladesh) : Un soulèvement de masse a fait tomber le régime détesté de Sheikh Hasina en août 2024, mettant le pouvoir ouvrier à l'ordre du jour.

Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

iclfi.org • spartacist@spartacist.org • 𝕏SpartacistICL • Spartacist • Box 7429 GPO, New York, NY 10116, USA

Spartacist League of Australia

redbattler@exemail.com.au • (03) 9329 0275
RedBattlerSLA
Spartacist ANZ Publishing Co.
PO Box 967, North Melbourne Vic 3051, Australie

RED BATTLER

A$10 / 4 issues • International rate: A$15

Spartacist League/Britain

workershammer@btconnect.com • 07301 003174
WorkersHammer
Spartacist Publications
PO Box 42886, London N19 5WY, Grande-Bretagne

WORKERS HAMMER

£5 / 4 issues
Europe outside Britain and Ireland £7 • Other countries £9

Spartakist-Arbeiterpartei Deutschlands

spartakist@online.de • (0 30) 4 43 94 00 • +49 174 466 5332
spartakist_IKL
SpAD, c/o Verlag Avantgarde
Postfach 2 35 55, 10127 Berlin, Allemagne

SPARTAKIST

Abo (3 Ausgaben): 5€ • Auslandsabo: 10€

Ligue trotskyste de France

ltfparis@hotmail.fr • 01 42 08 01 49 • leBolchevik_LTF
Le Bolchévik, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10, France

LE BOLCHEVIK

4 numéros : 5 € • Hors de France : 7 €
Chèques à l'ordre de : Société d'édition 3L

Τροτσκιστική Ομάδα της Ελλάδας
Groupe trotskyste de Grèce

spartacist@hotmail.com • 693 069 4112 • toe_icl
Τ.Θ. 8274, Τ.Κ. 10210, Αθήνα, Ελλάδα
Box 8274, Athènes 10210, Grèce

Ο ΜΠΟΛΣΕΒΙΚΟΣ

Συνδρομή Ελλάδα & Κύπρος 5 € ή 150 TL / 4 τεύχη
Ευρώπη 7 € • Υπόλοιπες χώρες 9 €

Lega trotskista d'Italia

red_sp@tin.it • spartaco_ltdi
Spartaco, Ufficio San Donato Milanese, Casella Postale 47,
20097 San Donato Milanese (MI), Italie

SPARTACO

Abbonamento a 3 numeri: € 5
Europa: € 6 • Paesi extraeuropei: € 8

Grupo Espartaquista de México

elantiimperialista@protonmail.com
GEM_LCI • gem.lci2
Escribe sólo: Ángel Briseño, Apdo. Postal 006
Admón. Postal 13, CP 03501, Ciudad de México, Mexique

EL ANTIIMPERIALISTA

México: Méx. $40 / 4 números
América Latina: Méx. $80
Otros países: US$6 o 6 €

Spartakistang Grupo Pilipinas
(Komite ng mga Korespondente sa Ultramar)

spartacist@spartacist.org
SpartacistGroupPilipinas • 𝕏SpartacistPH
Box 1377 GPO, New York, NY 10116, USA

Talibang Anakpawis

₱100 / 4 issues (includes English supplements) • Overseas: ₱200

Ligue trotskyste au Québec et au Canada/ Trotskyist League in Quebec and Canada

republique.ouvriere@gmail.com
tl.workerstribune@gmail.com
(514) 728-7578
republiqueouvriere • 𝕏Rep_Ouvriere
workerstribune • 𝕏Workers_Tribune
Les Éditions collectives, C.P. 583 Succ. Place d'Armes
Montréal QC H2Y 3H8, Canada

RÉPUBLIQUE OUVRIÈRE

3 numéros : 7 $Cdn • Prix international : 10 $Cdn

WORKERS TRIBUNE

3 issues: Cdn$7 • International price: Cdn$10
Chèques à l'ordre de / Pay to: Les Éditions collectives

Spartacist/South Africa

spartacist_sa@yahoo.com • Voicemail: 088-130-1035
AmaBolsheviki Amnyama • 𝕏AmaBolsheviki
079 171 5793 • amabolshevikiamnyama
Spartacist, P.O. Box 61574
Marshalltown, Johannesburg 2107, Afrique du Sud

AMABOLSHEVIKI AMNYAMA

R10 / 4 issues • International rate: R20

Spartacist League/U.S.

vanguard@tiac.net
(212) 732-7860
WorkersVanguard
Box 1377 GPO, New York, NY 10116, USA

WORKERS VANGUARD

US$10 / 6 issues • International: US$25 / 6 issues

Femmes *et* Révolution

Trahison libérale

Réponses marxistes

page 29